

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 22, DIM. 23, LUN. 24 septembre 1979 - N°957

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## L'ARROGANCE DE L'ARGENT

Le projet de loi sur le financement des partis politiques, adopté mercredi au conseil des ministres, vient à point pour rappeler que trois années de gouvernement Giscard-Barre ne sauraient se résumer au triste tryptique chômage-hausse des prix-répression. Il faut y ajouter un grignotage sournois, mais méthodique, des libertés.

On sait le contenu de ce qui deviendra dans quelques mois, par la grâce de la majorité, une loi : les partis politiques disposant d'au moins trente députés ou sénateurs recevront des subsides de l'Etat, destinés à leurs frais de fonctionnement, de personnel, d'impression.

On sait aussi ce qui découle logiquement d'une telle loi : seuls les quatre «grands», UDF, PS, RPR et PCF bénéficieront des largesses, prises sur les fonds publics, de l'Etat. Il se trouve, sans qu'il n'y ait nul hasard, que ces quatre-là sont de très loin les plus riches, disposant par là-même de moyens importants pour faire connaître leurs idées ou participer avec succès aux consultations électorales.

Peut-être faut-il aller au-delà, et s'attacher à l'esprit de cette loi. Evoquant le financement public des partis, Giscard — un connaisseur — parlait dès 1974 de «moralisation de la vie politique». Diable ! Il faut que la vie politique bourgeoise soit bien trouble pour qu'on envisage ainsi de la moraliser ! Mais Giscard, une fois n'est pas coutume, dit la vérité : l'honnêteté franchit bien rarement la porte des salons ministériels ou des conseils d'administration. L'ennui, c'est que la nouvelle loi ne «moralise» rien du tout. Elle permettra seulement aux «grands» d'accroître leurs capacités financières, tout en continuant à alimenter leurs caisses avec des recettes ouvertes ou occultes. Les bureaux électoraux du CNPF, chargés de la distribution des fonds, ne vont pas fermer, de même que Dassault, Schlumberger, Bettencourt et quelques autres ne vont pas cesser leur pratique des «petits cadeaux», à droite comme à gauche.

On s'en doute, les préoccupations gouvernementales sont ailleurs que dans une marche vers «une démocratie plus claire» pour employer les termes de Giscard. Ce qui est en cause ici, c'est bien la liberté d'expression. Plus précisément, la liberté d'expression du courant populaire et révolutionnaire, si l'on veut bien admettre, comme le prouve les rapports entre la «nouvelle droite» et la presse Hersant, que les minorités d'extrême-droite trouvent toujours le moyen de placer leur couplet dans le concert des «grands» giscardiens ou chiraquiens.

La liberté d'expression n'est pas seulement attaquée quand des voix sont baillonnées. Elle l'est aussi quand tout est fait pour que ces voix ne puissent se faire entendre. On l'avait vu en juin dernier, pour les élections européennes, lorsque les quatre grands avaient monopolisé de manière scandaleuse les grands médias, et en particulier la télévision. On l'avait vu à l'issue de ces élections, quand joua la règle des 5 % — votée par tous les partis — qui spoliaient les 800 000 voix écologistes de toute représentation parlementaire. Aujourd'hui, c'est la sélection par l'argent qui est renforcée.

Dans une société où même la circulation des idées se paie, et très cher, c'est un moyen supplémentaire donné aux grands d'étouffer par leur cacophonie la voix de ceux qui les conteste.

La Constitution de la 5<sup>e</sup> République stipule que le rôle des partis est de «concourir à l'expression du suffrage». Pour «moraliser» les choses, sans doute faudrait-il ajouter que l'Etat choisit ceux des partis auxquels il donne les moyens de le faire.

Pourtant, au-delà de cette nouvelle restriction à la liberté d'expression, ne perdons pas de vue que si le pouvoir s'acharne tellement à étouffer nos voix, c'est parce que celles-ci sont écoutées.

On ne tente de baillonner que ceux dont la voix porte.

Nicolas DUVALLOIS

LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 3

## 20 000 ACCIDENTS DU TRAVAIL CHAQUE SEMAINE

### Le pouvoir fait le silence sur ces chiffres scandaleux, dûs aux mauvaises conditions et à l'intensification du travail

### PIERRE GOLDMAN ASSASSINÉ PAR DES FASCISTES



Pierre Goldman lors d'un procès en décembre 1974. Il crie son innocence.

LIRE EN PAGE 3

### Manifestation ce vendredi à Paris

18 h 30 - Place l'abbé Georges Henocque (ex-place des Peupliers) - Paris 13<sup>e</sup>

à l'appel de diverses organisations. La Fédération du PCR ml appelle à y participer

Deux ouvriers ont été découverts morts au fond d'une cuve de vin à Bedoin, dans le Vaucluse. Ils ont été asphyxiés alors qu'ils nettoyaient la cuve. Deux nouveaux morts, pour combien d'autres qui restent ignorés ?

Le procès des cadres de chez Bendix, responsables de la mort d'un travailleur immigré il y a 3 ans, le congrès de la Fédération Nationale des Mutilés du Travail, autant de faits qui viennent cette semaine mettre en lumière une réalité dramatique, mais hélas banalisée : celle des accidents du travail. Les chiffres sont là : dans une semaine normale, comme celle qui vient de s'écouler, 80 travailleurs sont morts par accidents, 80 sont morts des suites d'une maladie professionnelle, 20 000 autres ont été blessés. En moyenne, certes, mais sans compter les accidents de trajet.

Chiffres terribles dont on connaît les causes : la sécurité qui n'est pas respectée, pour aller plus vite, les conditions de travail, qui en se détériorant provoquent la fatigue, l'usure, la maladie, l'accident. Autant de faits qui mettent en accusation cette société et ceux qui la dirige, les patrons.

LIRE EN PAGE 11

### CENTRAFRIQUE

### Bokassa chassé en douceur

Depuis vendredi matin, le pouvoir a changé de main dans ce qui s'appelait la veille encore «l'empire centre-africain». Trop discrédité depuis que la preuve a été faite de sa participation à des massacres d'enfants, Bokassa qui se trouvait en Libye, a été renversé en douceur dans la nuit de jeudi à vendredi.

Le nouveau dirigeant, David Bako, avait été président de la république centre-africaine de 1960 à 1966. Il faisait partie des conseillers privés de Bokassa depuis 3 ans. Pour les observateurs, il ne fait nul doute que le gouvernement français a donné son aval à ce changement en douceur. La République a été proclamée.



Qui connaît Bessèges, minuscule chef-lieu de canton niché dans un creux des Cévennes ! Ce n'est qu'un point minuscule sur les cartes, et pas même sur toutes les cartes... Pourtant, à Bessèges aussi, le pouvoir pratique ses coups sombres. Au trop long dossier des mauvais coups de l'été, *Sud* apporte un nouvel élément.

La nouvelle est tombée le 1<sup>er</sup> août, la veille des départs en congé. Malgré l'opposition massive de l'ensemble du canton (voir *Sud* 147), malgré le volumineux dossier de 4 kg préparé par la CGT, malgré l'avis défavorable de l'inspection du Travail ou les déclarations publiques du préfet, le ministre du «travail et de la participation» a donné raison à la direction du trust Vallourec. Sans autre précision, il a estimé que la demande de 41 licenciements déposée par la direction pour raisons économiques était «justifiée». Après huit mois de grève, de manifestations spectaculaires, d'après empoi-

gnades juridiques, les métallos de Vallourec et les habitants de Bessèges n'ont plus le moindre recours. Le prince a tranché. Eux n'ont plus qu'à s'en remettre au ciel ou mordre avec l'énergie du désespoir.

«Un sacré coup de lapin : on est tous restés abasourdis». A Bessèges et dans les communes voisines, on reconnaît que «le coup était bien monté». La veille des vacances, l'usine et le canton ont encaissé sans broncher. Quand le 8 janvier dernier, la direction avait annoncé ces 41 licenciements, Bessèges avait sursauté : grève à l'usine, patron sequestré, près de 2000 manifestants à Alès, interventions tous azimuts. Un tir de barrage payant : rejetée par l'inspection du travail, la demande de licenciements était presque oubliée.

La seule usine du canton, unique «centre de vie», avait su regrouper les défenseurs les plus variés : commerçants, curé, militants communistes ou socialis-

tes... Pour une raison simple : comme le précisait le préfet du Gard, «Vallourec est à Bessèges ce que Michelin est à Clermont-Ferrand». Déjà durement touché par l'arrêt de l'exploitation du charbon, ce canton cévenol à l'écart des grands axes n'a cessé de décliner depuis quinze ans. Seul obstacle au déperissement : Vallourec, usine de tubes, qui employait encore près de 500 personnes fin 1977. En janvier 1978, la direction impose le chômage technique (32 heures par semaine) et décide de ne plus remplacer les départs à la retraite. Très vite, les salariés puis le canton se mobilisent. La «non-rentabilité» de l'usine ou la «concurrence déloyale des Italiens et des Espagnols» sont mises en avant. Arguments démontés par la CGT qui dénonce «l'absence d'investissements et la politique commerciale suicidaire» de l'entreprise. Quand la direction annonce 41 licenciements en janvier dernier, l'inquiétude se confirme : «Nous avons eu alors la conviction que Vallourec avait l'intention de fermer Bessèges»

note Roger Doladille, délégué CGT.

Depuis, restés vigilants, les défenseurs de l'usine cévenole pensaient avoir obtenu un sursis. Certes, par le jeu des départs à la retraite et quelques reclassements, l'effectif était tombé de 407 en janvier à 382 en juillet et les commandes stagnaient. Mais le rejet de la demande de licenciements par l'inspection du travail était ici ressenti comme une victoire. La «fourberie» du ministre laisse aujourd'hui Bessèges sans voix.

«Un tel mépris, une telle lâcheté auraient été impensables il y a quelques années. Aujourd'hui, le pouvoir peut tout se permettre» bougonne un ancien mineur. Les habitants rechignent à parler de l'usine. Hier défenseurs en colère, ils sont aujourd'hui discrètement inquiets, souvent découragés (...)

Un vent de panique qui inquiète André Rouvière, maire PS et président du comité «Sauvons

le canton de Bessèges» : «Toute la ville est suspendue à cette usine et sans elle Bessèges sera demain un hospice. La direction a un moyen simple de nous redonner confiance : elle avait estimé à 12 millions de francs les investissements nécessaires pour relancer l'usine, qu'elle débloque les crédits ! Nous avons atteint le point de non-retour, dans quelques mois il sera trop tard».

Début octobre, le comité de défense et les salariés lanceront de «nouvelles actions de représailles». Sans grande illusion : «Seuls, nous n'avons plus beaucoup de cartouches à tirer» note Roger Doladille. Le ministre du travail, lui, doit se froter les mains. Sa décision ne satisfait pas seulement les dirigeants d'un trust puissant, elle touche le moral d'une population qui s'accrochait à son usine. Mais que le ministre et ses amis soient prudents : les Cévenols ont déjà prouvé leurs étonnantes qualités de récupération.

## LE NOUVEL Observateur

Il y a deux mois tous les «grands hebdomadaires», si attentifs aux mouvements en profondeur de notre société, n'avaient mots que pour la «nouvelle droite» ; aujourd'hui, ce sont les juifs qui mobilisent les mêmes hebdomadaires. Le motif est peut-être à chercher dans la parution simultanée de deux ouvrages l'un d'Harris et Sedouy, l'autre de Fabre-Luce, qui se voient ainsi promis à de bonnes ventes. Dans son livre, «Pour en finir avec l'antisémitisme», Fabre-Luce, chroniqueur de la presse *Herlant*, démontre (!) que s'il y a de l'antisémitisme, c'est parce qu'il y a des juifs. On imagine sa conclusion implicite : supprimons les juifs, et il n'y aura plus d'antisémitisme. Fabre-Luce manie aussi le mensonge, en expliquant par exemple comment le régime de Vichy a protégé les juifs persécutés. Dans le *Nouvel Observateur*, Robert Pax-

ton, dont le livre «La France de Vichy» fait autorité, rétablit les faits.

Il est hors de doute que le gouvernement de Vichy a pris des mesures antisémites bien avant que les Allemands le lui aient demandé, et même avant qu'ils en aient eux-mêmes pris en zone occupée. Ainsi, en août 1940, l'un de ses premiers actes a été d'abroger la loi Marchandreau qui, depuis 1939 interdisait toute propagande antisémite dans la presse. Un mois plus tôt, une commission avait été chargée de passer en revue le dossier de tous les juifs naturalisés français depuis 1927 ; c'est à cause d'elle que, soudain devenus apatrides, des milliers de juifs ont été déportés par les Allemands. Or la première ordonnance concernant les juifs de la zone occupée date, elle, du 27 septembre...

Quant au «statut des juifs» promulgué le 3 octobre par Vichy, la définition qu'il donne du

juif est, par certains aspects, plus sévère que celle des Allemands : ce texte parle de *race*, alors que l'ordonnance allemande parle de *religion*, et il déclare juif celui dont deux grands-parents le sont, si son conjoint l'est aussi. De plus, les recherches que nous avons pu faire dans les archives allemandes prouvent bien qu'il s'agit d'une initiative purement française. Le nouvel ambassadeur allemand, Otto Abetz, qui venait de prendre son poste en France était certes très intéressé par ce «statut», mais il ne l'avait pas réclamé. Bien sûr, il est probable que Vichy cherchait à se mettre bien avec les Allemands en adoptant une loi de ce genre, mais ceux-ci ne le lui avaient pas encore demandé.

En fait, les désirs des Allemands, à cette époque-là, n'allaient pas du tout dans ce sens. C'était bien avant les camps de la mort et la politique systématique d'extermination. A ce moment-là, ils cherchaient à se dé-

barrasser de leurs propres juifs et ce que les Français faisaient des leurs ne les intéressait pas. Au contraire, ils voyaient en la France non occupée un excellent endroit où envoyer leurs réfugiés. En octobre et novembre 1940, le «Recueil des documents de la commission d'armistice» révèle qu'une vive controverse a opposé Français et Allemands sur cette question. Au point que les Allemands allaient jusqu'à disperser leurs réfugiés juifs dans les trains de voyageurs ordinaires pour les faire passer en France sans que les autorités s'en aperçoivent. A cette époque, d'ailleurs, le gouvernement de Vichy avait déjà construit des camps de détention dans les Pyrénées pour les réfugiés espagnols. C'est là que furent parqués beaucoup de ces juifs allemands, de là que, plus tard, ils furent envoyés à Auschwitz.

Ensuite, bien sûr, lorsque la politique de déportation systématique a commencé, la police

française a livré des milliers de juifs étrangers aux Allemands. Je sais que Laval a prétendu, lors de son procès, qu'il s'agissait en fait de sauver les juifs français mais, en réalité, il n'y a jamais eu vraiment de marché. Il est exact que, lorsque les Allemands ont annoncé leur intention d'arrêter tous les «juifs de la zone occupée», le chef de la police Bousquet leur a proposé — sur ordre de Laval — de leur remettre tous les juifs étrangers se trouvant en zone libre en échange. Mais les Allemands n'ont jamais donné leur accord à ce marché et ils ont déporté tout le monde, les juifs qu'on leur offrait et ceux qu'ils arrêtaient eux-mêmes en zone occupée. De plus, le recensement effectué par Vichy pendant l'été de 1941 ayant permis d'établir un fichier de tous les juifs français et étrangers avec leur adresse, les Allemands n'ont eu aucune peine à les retrouver. Ils n'ont eu qu'à utiliser la machine mise en place par Vichy...

Si être d'avant-garde signifie demander plus, et plus vite, *Rouge* est effectivement un hebdomadaire d'avant-garde. A preuve cette nouvelle revendication qui apparaît dans son dernier numéro.

Le temps de travail reste, en moyenne, supérieur à 40 heures par semaine alors qu'il y a au moins six millions de chômeurs dans l'ensemble de l'Europe des Neuf. L'ampleur du chômage a amené les directions du mouvement ouvrier à rallier, verbalement, la revendication des 35 heures maximum par semaine. Mais Edmond Maire, quel que soit l'avis de la majorité du congrès CFDT lui-même, prétend lier

une diminution des salaires à une réduction du temps de travail. Tandis que la direction de la CGT fixe «une première étape à 38 heures».

Pourtant, comme nous l'avons rappelé dans le dernier numéro de *Rouge*, cette revendication est très limitée quand on la compare à celles proposées et discutées aux USA lors de la crise de 1930 : l'AFL (Fédération Américaine du Travail), principal syndicat ouvrier, déclarait d'actualité la semaine de 30 heures et un projet de loi avait été déposé en ce sens au Parlement américain.

Les retards de prise de conscience du mouvement ouvrier se

paient : conscient de l'actualité d'une lutte de masse pour la diminution du temps de travail, le patronat veut la faire dévier vers une «redéfinition globale de la durée du travail» (semaine contractée de quatre journées de dix heures, horaires variables, temps partiel, etc.)

Les directions syndicales sont en train de se laisser enfermer dans cette «négociation». Pourtant, la productivité, qui «justifiait» les 30 heures demandées par les réformistes américains, s'est encore bien élevée depuis : son observation en France depuis la guerre de 1945 justifierait des revendications autrement radicales.

# ROUGE

## Vers les 30 heures au plus tôt

## RENCONTRE PC — PS

PAS DE NOUVELLE RENCONTRE PREVUE

Que la réunion des deux délégations des partis de gauche soit un coup dans l'eau, on s'y attendait. Les divergences portent jusque dans le compte-rendu qui en a été fait.

Jeudi matin, à 10 heures, alors que la délégation socialiste arrivait au siège du comité central du PCF assailli par une nuée de photographes, on savait que rien de bien spectaculaire ne sortirait de cette rencontre. Trois heures et demie plus tard, on apprenait tout de même qu'un communiqué commun était signé : celui-ci porte sur le constat des «divergences tant en ce qui concerne les responsabilités dans l'échec de mars 1978 que les positions adoptées sur d'importants problèmes de la période actuelle». Les deux délégations ont affirmé vouloir «favoriser les convergences qui pourraient se manifester sur le terrain même de ces luttes pour la satisfaction des revendications populaires». On notera la prudence du conditionnel.

Le seul point concret sur lequel ces «convergences» éventuelles soient définies consiste dans «la réunion des conseils municipaux d'union de la gauche, notamment en vue de mobiliser l'opinion contre la hausse des impôts et d'exiger l'allègement de l'impôt sur le revenu pour

les contribuables à revenu modeste».

Voilà, c'est tout. Des précisions sur le déroulement de la rencontre ont été données lors d'une conférence de presse de la délégation socialiste. Les négociateurs de ce parti ont présenté une analyse de la situation tranchant avec leur vocabulaire habituel : la politique du gouvernement Barre y était présentée comme n'étant «pas un échec pour tout le monde», mais comme «une politique de classe faite au service des privilégiés».

Le PS faisait alors trois propositions : la première consiste en un «pacte de non-agression» entre partis de gauche. Le PCF devait repousser cette proposition, comme il le fait à chaque fois que les socialistes présentent la même requête. Les socialistes proposaient ensuite... l'union à la base, puisqu'ils demandaient que «les sections locales et d'entreprises des deux partis se rencontrent» pour envisager des actions communes, notamment dans un certain nombre d'entreprises menacées de licenciements. Le PCF refusait de s'engager aussi nettement, se bornant à faire figurer dans le communiqué la formule vague s'engageant à «favoriser les convergences qui pourraient se manifester sur le terrain», ce qui n'engage pas à grand chose.

Enfin, la dernière proposition du PS, celle d'une réunion extraordinaire des conseils municipaux d'union de la gauche pour «sensibiliser l'opinion contre la hausse des impôts» était acceptée.

### DIVERGENCES SUR LE CONSTAT DES DIVERGENCES

Le résultat est bien mince, comme on pouvait s'y attendre. Les commentaires qui l'accompagnent sont eux-mêmes divergents : Fiterman, dans une déclaration, devait minimiser encore la portée de l'accord, déclarant que «l'heure n'est pas à l'accord politique avec le Parti socialiste, ni même à une action commune, large, loyale». La proposition de rencontres communes à la base était rejetée comme apte à «tromper les travailleurs, favoriser le jeu politicien».

Le PS, pour sa part, prend un ton plus optimiste dans ses commentaires. Pour Bérégovoy, «quelque chose a bougé à gauche», mais il est contraint de reconnaître qu'aucune nouvelle rencontre n'était programmée. «Ni exclue», devait-il préciser, comme pour se rassurer.

Mais les élections les plus proches étant bien lointaines, l'heure n'est visiblement pas à un réchauffement des rapports entre les deux partis.

François NOLET

## PIERRE GOLDMAN ASSASSINÉ PAR DES FASCISTES

Jeudi 12 h 30. Pierre Goldman est assassiné à Paris, à proximité de son domicile par trois tueurs. Une demi-heure après, cet acte terroriste est revendiqué par un commando «Honneur de la police» qui déclarait dans un coup de téléphone à L'AFP : «La justice du pouvoir ayant montré une nouvelle fois ses faiblesses et son laxisme, nous avons fait ce que notre devoir nous commandait».

Qui était Pierre Goldman ?

Il avait 35 ans. Il se définissait lui-même comme «juif polonais né en France». Au début des années 60, il est étudiant à la Sorbonne. Membre de l'UEC, comme bien d'autres il entre en contradiction avec la politique chauvine du PCF à l'égard du mouvement d'indépendance du peuple algérien. Etant l'un des responsables du Front universitaire antifasciste, il mène la lutte contre l'OAS.

A propos de mai 68, il écrivit plus tard dans un livre : «Je m'en tins écarté (...). Ils se croyaient dans l'insurrection, mais c'étaient des pavés qu'ils lançaient et non des grenades (...). J'allais voir l'un d'eux, il appartenait au Mouvement du 22 mars, et je lui proposai une action armée (...). Je fus regardé comme un fou, un mythomane».

Pierre Goldman a versé aussi dans la délinquance. Dans un entretien inédit avec Régis Debray publié dans Libération vendredi matin, il déclarait : «Ma délinquance, il faut d'ailleurs l'appeler criminalité

au sens strict du code pénal (...). J'ai pensé et vécu ma criminalité sur un mode politique dans la mesure où j'ai tenté de résoudre dans le banditisme des problèmes politiques».

En 1970, il est en prison. En décembre 1974, s'ouvre un procès devant la cour d'Assises de Paris. Il est accusé de trois vols qualifiés et du double meurtre commis lors d'une agression contre une pharmacie du boulevard Richard Lenoir à Paris le 19 décembre 1969. Il reconnaît les vols, mais a toujours proclamé son innocence dans l'affaire du double meurtre. Il est tout de même condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Ce jugement sera cassé en 1975. En mai 1976, devant la Cour d'Assises d'Amiens, il est condamné à 12 ans de réclusion pour les trois vols mais innocenté au «bénéfice du doute» pour le double meurtre du boulevard Richard Lenoir. Il sort de prison à la fin de l'année 1976. A sa sortie, il

accorde une interview à Rouge par «fidélité politique», sans toutefois adhérer aux positions de la LCR. Il collabore à partir de ce moment-là au journal Libération.

### POURQUOI L'ONT-ILS ASSASSINÉ ?

Quel homme visaient les tueurs qui ont abattu Pierre Goldman ? Toujours est-il qu'ils l'ont lâchement assassiné à la manière des «escadrons de la mort» d'Argentine. Car cette organisation para-policrière «Honneur de la police», se fixe pour but de recourir au crime pour pallier «la justice du pouvoir ayant montré une nouvelle fois ses faiblesses et son laxisme». Cette organisation s'était manifestée au mois de mai dernier en plastiquant la voiture de Maurice Lourdez qui le 23 mars à Paris était au premier rang du service d'ordre de la CGT.

Pourquoi Pierre Goldman a-t-il été assassiné ? Il était juif. L'OAS l'avait eu en point de mire. La justice n'avait pas pu faire la preuve de sa culpabilité dans l'affaire du boulevard Richard Lenoir. Il avait des liens avec des réfugiés sud-américains. Autant de raisons suffisantes pour une organisation fasciste para-policrière d'abattre un homme comme Pierre Goldman.

## Projet de financement des partis

### REACTIONS DIFFERENTES DES 4 GRANDS PARTIS

Les quatre grandes formations politiques, qui seraient bénéficiaires du projet de financement des partis, ont réagi chacune en fonction de ses intérêts propres, au projet gouvernemental.

Si l'UDF applaudit des deux mains (c'est son rôle), le RPR est plus réservé, regrettant que le projet n'inclue pas les dépenses électorales. Le projet ne concerne en effet que les dépenses de fonctionnement des partis (local, matériel, personnel salarié).

Le PCF, pour sa part, rejette le projet de loi, au nom de l'indépendance des partis par rapport au gouvernement. L'octroi des subventions donnerait en effet au gouvernement un droit de regard sur l'utilisation des fonds, avec la possibilité d'exiger leur remboursement en cas d'irrégularité constatée, ce

qui créerait la possibilité pour le gouvernement d'exercer des pressions par ce biais. Notons toutefois, que le PCF ne rejette pas par principe l'idée de recevoir des fonds d'État ; il estime nécessaire «d'accroître les remboursements de dépenses importantes de matériel électoral, de revoir tout le système d'information et l'aide à la presse». Rien sur l'exclusion des petits partis de ce système.

Le PS, qui a attendu quelque temps pour réagir, déclare que le gouvernement a «repris» dans ce projet «les idées de la gauche pour les déformer». Après avoir fait mine de s'appuyer sur le sort des petits partis exclus du partage du gâteau, il souhaite que la répartition entre les partis se fasse non selon le nombre de parlementaires, mais proportionnellement au nombre de voix obtenues. Il y trou-

verait évidemment avantage.

Les partis qui ont le plus vivement protesté sont, bien sûr, les petits partis, dont le MRG, et le PSU.

Tous les grands partis prétendent vouloir moraliser la vie politique, mais ne l'entendent pas de la même manière. Le projet gouvernemental institue un financement — et un contrôle — sur les seules dépenses de fonctionnement. Les dépenses électorales n'entrent pas dans ce cadre, elles ne subiront donc pas plus de contrôle que par le passé. Il est vrai que les grands partis reçoivent déjà un financement pour ces dépenses, par le remboursement des frais d'impression des bulletins et d'affiches officiel pour les candidats ayant obtenu plus de 5 % de voix. Et ce n'est plus un secret pour personne que ces frais, de connivence avec des imprimeurs sympathi-

sants, peuvent être surévalués.

Les deux partis de gauche, pour leur part, réclament un contrôle sur l'ensemble des fonds des partis politiques. Ils affirment pour leur part n'avoir rien à cacher : toutes leurs rentrées proviendraient uniquement des cotisations, des versements des sympathisants et des retournes de leurs élus. Ces vertueuses affirmations doivent être relativisées, si l'on songe à la grande difficulté qu'il y a à vérifier exactement l'origine des fonds d'un parti. Par exemple, une subvention accordée par une entreprise peut-être versée prétendument par un particulier.

### DES BUDGETS IMPORTANTS

Rappelons pour mémoire que le PS, au congrès de Metz, déclarait avoir un budget global de 13 mil-

### LES PARTIS QUI EN BENEFICIERAIENT

Seraient bénéficiaires du projet les partis ayant plus de 30 parlementaires (députés ou sénateurs). Les partis correspondant à ce critère sont, outre les quatre grands blocs (PCF, PS, UDF, RPR), le CDS, le Parti Républicain et le CNIP.

En seraient donc exclus, à droite, certains petits partis (PSD, MDSF, Démocratie chrétienne), à gauche, le MRG, le PSU, les gaullistes de gauche.

Le mouvement écologiste, qui a pourtant obtenu des résultats électoraux non négligeables, en serait également exclu, de même que l'extrême-gauche.

lions de francs fin 1977. Le PCF, pour sa part, annonçait pour l'année 1978 un budget de plus de 63 millions de francs actuels (dont 15 millions de cotisations et près de 38 millions provenant des élus).

Pour les partis de droite, les choses sont beaucoup moins claires, et les comptes ne sont pas publiés. Rappelons qu'il a été prouvé que le CNPF, par le biais de son «service d'études législatives», rend

d'éminents services aux partis de droite en période de campagne électorale : études sur les mouvements électoraux, édition de publications éditées à des centaines de milliers ou des millions d'exemplaires, stages de formation orale pour les candidats de la majorité. On comprend que les partis de droite ne soient pas très chauds pour l'instauration d'un contrôle trop précis de leurs sources d'approvisionnement.

## CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

### La politique de Hanoï, véritable responsable

Depuis 1978, le problème des réfugiés du sud-est asiatique, en particulier ceux du Vietnam, a pris une ampleur considérable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. C'est par dizaines de milliers que des Vietnamiens d'origine chinoise ou non, sont devenus les «boat people», le peuple de la mer, fuyant en mer de Chine sur des embarcations de fortune, pour atteindre l'île de la «dernière chance» comme Poulo Bidong, où les conditions sanitaires, en particulier, sont désastreuses, ceci dans l'attente d'un départ incertain vers d'autres pays qui voudraient bien les accueillir. Souvent, les embarcations n'atteignent même pas la terre ferme : les noyés se comptent par milliers. Un autre aspect de l'exode : c'est celui en direction de la République populaire de Chine qui, depuis 1978, a accueilli environ 250 000 réfugiés d'origine chinoise, les Hoas. Un autre chiffre souligne l'ampleur du problème, c'est celui donné récemment par les autorités vietnamiennes elles-mêmes, qui «prévoient» sans émotion apparente, le départ possible, à brève échéance, de 3 millions de vietnamiens !

Qui sont les réfugiés, pourquoi partent-ils ? A cette question, en France, les propagandistes de droite et celles de gauche, notamment celle du PCF, s'accordent au moins sur un point : ceux qui partent sont contre le socialisme. A droite, les intérêts de la campagne dite «en faveur des réfugiés» sont divers : sans faire preuve d'ailleurs d'une générosité démesurée en matière d'accueil, on entend à assez peu de frais démontrer son souci d'humanité et prouver le bien-fondé de tous temps de la politique de l'impérialisme français qui précéda les Etats-Unis dans l'oppression du peuple vietnamien. Regardez comme ce pays est malheureux depuis que nous l'avons laissé et surtout depuis qu'il est livré à lui-même. Les luttes de libération ne mènent qu'au chaos, au moins peut-on avoir encore recours à la France libérale. Sans compter un intérêt très immédiat perçu par le patronat français : développer aujourd'hui l'embauche d'une main d'œuvre sud-asiatique dont il espère bien qu'elle ne se syndiquera pas de sitôt et sera plus docile que l'autre main-d'œuvre étrangère sur laquelle pèse plus que jamais la menace de l'expulsion.

Du côté du PCF, on s'est fait le porte-parole fidèle des «explications» officielles des auto-

rités de Hanoï : ceux qui partent du Vietnam ne veulent pas du socialisme. Pourquoi ? Parce qu'ils sont traditionnellement des privilégiés, et lorsqu'ils ne sont pas vraiment dangereux pour le «socialisme», ils sont du moins trop oisifs pour accepter les rigueurs inévitables de la construction du socialisme dans un pays ravagé successivement par le colonialisme français, puis l'agression américaine.

Sans doute, la composition sociologique exacte du flux des réfugiés qui quittent le Vietnam est difficile à établir avec exactitude, sans doute entre ceux qui ont quitté le Vietnam juste au lendemain de la défaite américaine à Saigon et ceux, par exemple, qui l'ont quitté en masse il y a quelques mois, il peut y avoir des motivations différentes. Mais l'ampleur des départs, «jusqu'à 3 millions», comme disent les autorités de Hanoï, 4 ans après la défaite américaine, interpelle déjà largement sur la gravité de la politique que mènent celles-ci. A cet égard, les témoignages de nombre de réfugiés vietnamiens, y compris certains rapportés par la télévision française, sont significatifs, lorsqu'ils expliquent : nous avons voulu d'abord rester, nous étions contre les Américains, nous voulions rester pour reconstruire le pays, dans l'indépendance, dans plus de justice, sans corruption, mais, la politique mise en place progressivement par le régime nous a contraint à fuir.

Cette politique aujourd'hui, on la connaît, c'est celle qui a consisté notamment au lieu de s'atteler à la lourde tâche, indispensable et urgente, de la reconstruction du pays - à lancer le Vietnam à corps perdu dans les guerres d'agression, en particulier avec l'invasion du Cambodge et les provocations armées contre la République populaire de Chine, amenant celle-ci à une nécessaire riposte.

Cette politique de Hanoï, c'est celle qui a conduit le Vietnam à une militarisation sans précédent, servant à encadrer les masses, à réprimer tout mécontentement de leur part, pour les contraindre à accepter les guerres de conquête comme au Cambodge, cependant que la situation du peuple, son niveau de vie, sont gravement compromis, en même temps que se développe la pénurie des denrées de première nécessité. Cette politique des autorités de Hanoï, c'est celle qui consiste à opprimer

les minorités, notamment celle des Hoas, à essayer de rompre les liens traditionnels d'amitié du peuple vietnamien avec la République populaire de Chine. C'est celle qui consiste à favoriser la mainmise progressive de l'URSS sur le pays, Moscou profitant des difficultés économiques et de l'enlèvement militaire du Vietnam pour se rendre de plus en plus «indispensable», et se servir ainsi de ce pays comme point d'appui à ses visées hégémoniques mondiales.

Cette politique de Hanoï qui pousse la société vietnamienne dans une crise de plus en plus profonde, a un nom : c'est l'abandon de la voie socialiste, cette voie qui fut adoptée au nord, notamment sous la direction d'Ho Chi Minh, et qu'aurait dû prendre progressivement le sud, après sa libération de la domination US.

C'est fondamentalement cette orientation actuelle qui écrase le peuple vietnamien, et pousse une partie croissante de lui-même à s'expatrier. Parmi ceux qui s'expatrient vers l'Occident, les représentants des couches petites-bourgeoises, commerçants, artisans, intellectuels, sont une composante sans doute importante. Mais, comment oublier qu'ils sont une partie intégrante des masses laborieuses du Vietnam, qu'ils ont été partie prenante très active de la guerre de libération, comme à Cholon qui fut un haut lieu de la résistance patriotique, et que sur cette base-là, ils étaient décidés à contribuer après 1975 à l'édification d'une nouvelle société. Comment les confondre avec les grands capitalistes, la bourgeoisie bureaucratique et tous les exploités du régime d'avant la libération qui sont partis depuis longtemps à l'étranger avec leur fortune.

Et cet «argument» de «nostalgiques» de l'ancien régime, d'ennemis du socialisme, que vaut-il pour les 250 000 Hoas réfugiés aujourd'hui en Chine, et qui, chassés pour la plupart du Nord Vietnam, y avaient depuis longtemps contribué à l'édification du socialisme, et pris une part éminente - à tous les niveaux - aux actions de l'armée populaire du Nord-Vietnam contre l'impérialisme. Cette réalité, c'est celle que veulent nous faire oublier tant les campagnes de la droite que celles du PCF, qui ne disent pas que ce que fuit la masse des réfugiés du Vietnam n'est aujourd'hui qu'une caricature de socialisme.

J.P.G.

## De Poulo Bidong aux chaînes de Peugeot LE PROBLEME DES «BOAT PEOPLE»

### «Deux raisons dans les départs du Vietnam...»

Roselyne Franseca est responsable d'un centre provisoire d'hébergement pour réfugiés du Sud-Est asiatique, dans l'Est de la France. Depuis 1975, environ 600 réfugiés sont passés dans son centre : cambodgiens, laotiens, vietnamiens. Elle nous parle ici du cas des réfugiés vietnamiens qu'elle connaît : ceux-ci représentent une catégorie spécifique des réfugiés vietnamiens puisqu'ils ont pour la plupart, quitté leur pays dès 1975.

— A votre avis, qui sont les réfugiés vietnamiens ? Pourquoi ont-ils quitté le Vietnam ?

En général, ce sont des gens qui ont des professions libérales, ou bien ce sont des commerçants et des artisans.

Je crois qu'ils ont eu la trouille, une fausse idée du collectivisme. C'est un peu comme si on disait à un petit commerçant français, Marchais va venir au pouvoir, il y a des chances pour qu'il prenne ses cliques et ses claques et se tire d'importer où. Il y a eu la peur des camps, de la répression. Au Vietnam, et dans tous les pays du Sud-Est asiatique, il y a toute une idéologie de la magouille du bas de l'échelle jusqu'au sommet, avec une corruption systématique, ils ont eu peur que cela disparaisse. Alors qu'en fait, il y a un nombre d'éléments qui font dire que cela continue. Certains avaient des magasins qui leur venaient des Américains et ils ont eu peur d'en être privés. C'est un peu tout ça qui les fait partir.

Pour un certain nombre, professions libérales, médecins, avocats, ils ont quitté en sachant pertinemment pourquoi ils quittaient. Pour la plupart, ils avaient une idéologie de droite, ils avaient un certain nombre de privilèges, qu'ils ont eu peur de perdre.

— Quelle proportion par rapport à l'ensemble des réfugiés représentent-ils selon vous ?

Je ne pourrais pas dire. D'autant plus qu'il faut noter que nous savons très peu de choses d'eux. La plupart du temps ils taisent la vérité sur leur passé. Je crois qu'en ce qui concerne ceux qui viennent ici dans ce foyer, ils s'accoutumaient très bien de la situation avant le départ des Américains. A les entendre, ils ne travaillaient que deux heures par jour là-bas, et ils arrivaient à nourrir toute la famille très facilement. Il y en a beaucoup qui sont partis du Vietnam au début, en 1975, juste après la libération de Saigon. Jusqu'à présent, je n'en ai pas eu ici qui viennent de quitter le Vietnam en disant qu'au Vietnam on crève de faim.

— N'y a-t-il dans ces conditions, que les mentalités que vous décrivez qui sont en cause ? N'y a-t-il pas aussi une grande responsabilité du régime vietnamien ?

Je crois qu'il y a eu des deux. Je crois qu'ils ont essayé de vivre sous le nouveau régime et que cela n'a pas marché pour un certain nombre de raisons. Mais en ce qui concerne la population que j'ai accueillie dans le foyer dont je m'occupe, ce sont des gens qui ne sont pas clairs politiquement. Si on les avait laissé faire ce qu'ils avaient envie de faire, leur petit commerce, leur petit marché noir, ils seraient restés là-bas. Ils s'en fichaient complètement de savoir avec qui, où, comment. On ne les pas laissé faire, d'autres ont pris le relais, qui avaient plus d'argent, plus de privilèges au niveau de l'appareil du parti, j'ai l'impression qu'ils ont été évincés.

Ceux qui ont quitté le Vietnam après la libération de Saigon étaient, avant, les détenteurs de la magouille, de la corruption, puis après, ils se faisaient magouiller. Il y a eu un changement de pouvoir. Mais, c'est vrai qu'actuellement, la magouille, la corruption y sont toujours ; ça a changé de mains, ce ne sont plus les mêmes.

Ce que je pense c'est que dans les départs du Vietnam, les deux raisons - les conceptions qu'avaient les gens, et la responsabilité du régime - existent. Mais en ce qui concerne mon expérience propre ici c'est la première raison qui revient, plus que ce qu'a pu faire le gouvernement vietnamien depuis 1975. Ceci dit, j'ai eu affaire à un avocat par exemple, qui parlait un français quasiment pur, et qui me disait : mais enfin madame, je ne comprends pas, maintenant au Vietnam on meurt de faim, alors que c'est un pays riche, c'est un grenier à céréales, il y a poussé des tas de choses, pourquoi les gens crèvent de faim, qu'est-ce qui se passe ? etc... Lui avait l'air de dire qu'au niveau économique il y avait de graves erreurs qui avaient été commises. Lui met directement en cause le collectivisme. Moi, je ne crois pas que cela soit dû à ça. Je crois que c'est dû peut-être à l'ingérence soviétique, peut-être aussi au fait que des gens qui ont été habitués à vivre pendant des années de guerre ont pris un certain nombre d'habitudes idéologiques. Je crois que ce n'est pas imputable tout d'un coup au collectivisme, au communisme. C'est un certain nombre de faits objectifs qui ont conduit à ce type de situation. Ils parlent beaucoup aussi des russes qui remplacent les Américains, dans le pays, ils disent qu'on sent leur présence

à tous les niveaux. Il y en a beaucoup qui n'ont pas été d'accord avec l'invasion du Cambodge.

— Y a-t-il des réfugiés qui sont partis à cause de ça ?

Pas à ma connaissance, mais il faut dire que moi j'ai eu très peu affaire à des gens qui ont débarqué récemment. Pour l'avocat, comme pour beaucoup d'autres, ils étaient d'accord pour tenter l'expérience du nouveau régime. A part ceux qui collaboraient étroitement avec les Américains, les autres n'aimaient pas beaucoup les Américains, y compris cet avocat qui m'a dit : «C'est vrai, il fallait que les Américains s'en aillent». D'après ce qu'il dit, la suite n'a pas correspondu aux aspirations des gens qui avaient lutté contre l'ancien régime.

— Quel est votre point de vue globalement sur la situation au Vietnam ?

Mon point de vue personnel sur la question, c'est que les Vietnamiens se sont fait avoir, et qu'en fait ce n'est pas ceux qui ont fait la révolution, qui ont fait la lutte de libération, qui sont maintenant au pouvoir. Il y a eu fraude, vol, confiscation de leur révolution. Je pense que ce qui se passe au Vietnam, ce n'est pas ça le communisme. Il y a eu une vaste magouille. Ils se sont fait avoir. Savoir pourquoi et comment, j'avoue ne pas saisir tous les tenants et aboutissants de cette défaite parce que c'en est une et une grande.

Quand on pense aux Comités Vietnam dans lesquels on a milité pendant des années, la foi qu'on y a mis pour voir maintenant ce qui est advenu. Pour le Cambodge, c'est pareil. Ici, parmi les réfugiés cambodgiens, il y a ceux qui ont quitté leur pays depuis 1975 et ceux qui viennent de le quitter, après l'intervention vietnamienne, et qui disent : Le Vietnam et les khmers rouges, c'est la peste et le choléra. Personnellement, idéologiquement, ça me pose beaucoup de questions.

C'est sûr, il y a eu une déception. Je pense au cas du réfugié «moyen». Il y en a eu pas mal qui ont été d'accord pendant un moment avec le nouveau régime, puis qui se sont très rapidement désolidarisés de ce qui se passait. Mais, il faut de l'argent pour quitter le pays. Au Vietnam, ça a été d'abord la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, les commerçants, comme on le voit ici. C'est l'expérience que j'ai.

— Selon toi, qui sont les réfugiés vietnamiens, et pourquoi fuient-ils le Vietnam ?

Parmi les réfugiés du Vietnam, il n'y a pas que des Vietnamiens, il y a aussi beaucoup de Chinois qui étaient implantés au Vietnam, beaucoup de commerçants. Ça m'étonnerait qu'il y ait beaucoup d'ouvriers ou de paysans parmi les réfugiés qui viennent en France. Ça m'étonnerait qu'il y ait beaucoup de gens qui viennent des campagnes ; d'ailleurs, la mas-

laisie. Certains sont passés par le Laos, puis par la Thaïlande, à peu près tous ont passé un moment dans un camp en Thaïlande, ou en Malaisie.

— Qu'est-ce qu'ils espéraient en venant en France ?

Je crois qu'ils espéraient beaucoup de choses. Pour eux, la France représentait le pays de la liberté avec un grand L. Au départ, c'est un peu le pays de cocagne, tout y paraît possible, tout y paraît facile, c'est un pays riche. Ils ont une certaine idée de la France, qui est un peu une espèce de mythe, comme si la colonisation française avait été mieux acceptée que la colonisation américaine qui a très mauvaise réputation.

— Comment arrivent-ils en France ?

C'est eux qui demandent à venir en France. Normalement, le critère de sélection c'est le service rendu à la France, c'est-à-dire l'appartenance à

l'armée française au moment de l'occupation du Vietnam, le deuxième critère c'est qu'ils parlent le français, le troisième critère accessoirement, c'est le fait qu'ils soient une main d'œuvre intéressante pour ici. Le premier critère est un fait réel, pour le reste on ne sait pas trop comment cela se fait. Le fait qu'ils arrivent très vite en France signifie qu'ils doivent avoir un répondant, quelqu'un qui fait un papier, qui passe par la préfecture en disant qu'il peut héberger untel, qu'il peut subvenir à ses besoins, avant que le réfugié puisse s'intégrer.

Il y a le fait que des Français ressentent une dette envers le Vietnam et le Cambodge : «On était là-bas pendant un moment et donc maintenant on ne peut pas les laisser tomber». Et on pense que c'est intéressant finalement, ainsi il y a un gars qui est venu ici pour embaucher les Vietnamiens en disant : «Vous comprenez, ils sont très bien car ils sont pour le patron». Les phénomènes de

racisme sont moins grands que pour les travailleurs algériens, arabes en général.

Et maintenant, ils ont le soutien que leur apportent les mass-média, finalement cela aide au fait qu'on les accepte très bien. Tout le monde veut «son» vietnamien maintenant, dans la région, y compris les communes, les associations privées, y compris le Rotary Club, tout le monde veut faire «quelque chose», en loger, embaucher.

Certains font l'effort en disant : «Ce sont de pauvres gens» etc. etc. mais pour beaucoup, c'est une main d'œuvre intéressante, elle ne demande rien, elle arrive à l'heure, elle a un grand sens de la hiérarchie.

— Que font-ils en France ?

Ici, c'est clair. A 90%, ils sont OS : chez Peugeot. Disons qu'ici, tous les chefs de famille vietnamiens ont été embauchés chez Peugeot. Pour le mieux employé, l'avocat par exemple,

il est employé de bureau dans un service contentieux d'une entreprise. Ils recherchent le salaire, la sécurité de l'emploi, les avantages sociaux, la possibilité d'avoir une voiture Peugeot ; pour eux la marque Peugeot est un mythe là-bas, alors ils veulent tous aller travailler chez Peugeot. Sur leur comportement, il est encore difficile d'en dire quoi que ce soit. Certains jeunes commencent à revenir de certaines choses, notamment lorsqu'ils travaillent à la chaîne huit heures par jour en deux huit.

Roselyne FRANSECA  
Responsable d'un centre provisoire d'hébergement pour réfugiés du Sud-Est asiatique.

## «Giscard mène une campagne hypocrite»

se paysanne a beaucoup souffert de la guerre et des massacres.

— Ceux qui fuient sont-ils forcément des privilégiés qui ont eu peur de perdre leurs privilèges. Nombre d'entre eux, par exemple ceux originaires de Cholon, près de Saigon, n'avaient-ils pas pris part à la lutte contre les Américains ?

Je ne pense pas que ce sont tous des privilégiés. Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui ont été démobilisés. Avec tout ce qu'ils avaient subi, les gens étaient démobilisés, ils n'étaient plus prêts à continuer à lutter dans leur pays. Au PC et à la JC, on dit souvent : ceux qui quittent le Vietnam, ce sont des commerçants chinois, ce sont des gens qui s'étaient bien fait leur beurre sous l'ancien régime, et qui n'étaient pas d'accord avec le nouveau, ils avaient bien profité de la situation avant. Mais, il y a des militants de base et même des responsables qui disent qu'il n'y a pas que ceux-là, il y a aussi des prolétaires qui ont été obligés de partir à cause de la situation du pays, ravagé par la guerre, à cause des autres problèmes aussi : la famine, les inondations...

Moi, je pense que le Vietnam est un pays à qui on en a fait baver depuis trop longtemps, qui a subi des massacres, des

destructions, tout a été rasé, anéanti. Il a dû en subir de la part des grandes puissances.

Après ça, un pays peut-il encore vraiment disposer de lui-même ? Vu ce que le Vietnam a subi, l'état dans lequel il a été laissé, je ne suis même pas d'accord pour dire qu'il y a eu une défaite américaine.

— Est-ce que les ravages de la guerre américaine et les calamités naturelles expliquent tout ? L'orientation suivie par le régime vietnamien n'est-elle pas en cause ? Par exemple, les difficultés économiques du pays, actuellement, n'ont-elles pas de rapport avec la militarisation de l'outrance, imposée par le régime.

La militarisation était nécessaire pour relancer le pays, réparer les dégâts, relancer la production, faire tous les travaux nécessaires.

— Mais, lorsqu'elle sert à envahir le Cambodge, où est l'intérêt du peuple vietnamien ?

Là, ce n'est pas pareil. Là, il y a les Russes derrière. Il y a le fait que le Vietnam, c'est un point stratégique très important. A travers le Vietnam, je vois l'URSS et les USA qui se battent pour avoir des bases stratégiques. Le Vietnam, c'est

un endroit important pour implanter une base militaire américaine ou soviétique. Le Vietnam plus le Cambodge, ça fait un grand ensemble que les Russes essaient de contrôler actuellement. Il y a un risque de guerre très important.

En ce qui concerne la campagne sur les réfugiés en France, ce que je veux surtout souligner, c'est qu'avec cela Giscard nous joue du pipeau, il mène une campagne hypocrite. Pour que l'on dise : regardez ce que fait Giscard, il pense aux deshérités. Les films à la télé comme celui sur l'île de Poulo Bidong, où on a montré le bateau français allant au secours des réfugiés, ça a servi Giscard. Les prolétaires français qui ont peu d'informations sur le problème vont dire : c'est bien, Giscard s'occupe des malheurs des gens, etc., etc., c'est une façon pour le régime de se faire passer pour populaire. C'est une campagne hypocrite. Les réfugiés, on les déracine, on va leur imposer une culture qui n'est pas la leur. Et ce n'est pas comme ça qu'ils vont pouvoir améliorer la situation dans leur pays.

Un militant de base du PCF, de Saint-Ouen

# cette union



23 septembre 77 l'union de la gauche est rompue. 2 ans après, des unions nouvelles sont annoncées par le PCF et le PS. Pourquoi reconduire une stratégie qui a échoué en 78 ? Le PCF répond : la stratégie est bonne et l'échec de 78 s'explique par le fait d'avoir conclu cette union au sommet avec, qui plus est, un PS ayant «viré à droite».

Le PS quant à lui, attend de voir le PCF «revenu à une meilleure conception de l'union de la gauche». S'interroger sur le pourquoi des unions nouvelles oblige donc à faire retour sur les derniers mois du programme commun. La rupture de l'union de la gauche reste une question d'actualité.

A l'aube du 23 septembre 1977, les délégations du PS et du MRG quittent pour la dernière fois le siège du PCF : les négociations pour la réactualisation sont définitivement suspendues. Ainsi 5 ans après la signature du programme commun, l'union de la gauche est cassée. A l'orée d'une campagne qui s'annonce décisive, cette rupture déconcerte beaucoup ceux qui avaient espéré dans ce «nouveau front populaire». S'agit-il d'une querelle d'états-ma-

jors qui s'oubliera bien vite à l'approche des législatives ? Ou d'une cassure provoquée par un PS attiré par Giscard ? Ou encore d'une rupture «décidée et organisée» par le PCF pour préserver son assise électorale menacée par la montée du PS ?

Ces explications toutes faites, utiles à innocenter les uns, évitant aux autres de chercher le fondement des désaccords, ces conclusions hâtives ne résistent pas à l'examen des faits.

## Les nuages de la désunion

Tout au long du mois d'août 77, une vive polémique oppose PS et PCF. Cette controverse a ceci de particulier qu'elle se situe sur des terrains les plus divers : défense nationale, tactique du PS, culture... Mitterrand est accusé en permanence par le PCF de rester dans le flou. De son côté un membre du secrétariat du PS déclare : «il faut que le PS puisse apporter la preuve qu'il est capable d'imposer sa volonté au PCF».

Cette controverse fait suite à 4 mois de crise dans la gauche «unie» : depuis la publication le 10 mai par le PCF du chiffrage de ses propositions, à la veille du débat télévisé Barre-Mitterrand.

A l'approche des échéances électorales, la nécessité de clarifier de nombreuses questions se fait jour et s'opposent deux conceptions de l'union : PS et MRG refusent les «surenchères du PCF» et pour ce dernier, «l'actualisation» ne fait que commencer.

L'orage gronde et c'est Fabre qui lancera le premier coup de tonnerre en claquant la porte au sommet du 14 septembre. Le 21 les négociations reprennent là où les radicaux l'avaient interrompue : au chapitre des nationalisations. Pièrre d'achoppement sur laquelle l'union chûtera 2 fois, la deuxième pour ne plus se relever.

## Les points de rupture

Les divergences essentielles se regroupent en trois volets :

— En ce qui concerne les mesures sociales, le PCF, sans apporter de sérieuses garanties, faisait assaut de propositions : SMIC à 2.400 F (2.200 F pour PS et MRG), plus forte réduction de la hiérarchie des salaires, augmentation des prestations sociales et familiales, renforcement du secteur HLM.

— Au volet économie, l'essentiel réside dans le dossier des nationalisations. Trois grandes divergences opposent le PCF au PS et au MRG. Le PCF demande l'extension des nationalisations à 3 autres groupes et aux sociétés dans lesquelles les groupes nationalisés possèdent plus de 50 % des parts. Le PCF propose d'indemniser les actionnaires par des obligations, titres remboursés à échéance.

## Deux projets contradictoires

Dans les querelles jamais assouviées entre PCF et PS, deux faits sont à souligner : le PCF est toujours à l'initiative des différents et met constamment en avant ses propres propositions. Rappelons nous la bataille pour la réactualisation engagée par le

PCF, puis, après la rupture, son pillonnage incessant du PS. Le PCF publie son chiffrage, sa version actualisée du programme commun, bref comme le dit Marchais : «mettre les masses en mouvement sur nos idées, nos solutions, nos objectifs». Cha-

cune des attaques du PCF nous rappelle l'existence d'un projet propre de ce parti.

Les points de rupture de l'union dessinent assez bien les contours des deux projets politiques. Des nationalisations limitées, pouvant par la suite être remises en cause grâce au système d'indemnisation des actionnaires, les PDG de ces entreprises nommés par un gouvernement où le PS est assuré d'être largement majoritaire, des réformes sociales timides... le projet du PS promet une gestion social-démocrate pas très différente de celle des partis au pouvoir.

Pour le PCF, il en va tout autrement ; la question des na-

tionalisations revêt une importance primordiale : «là est, et là est seulement le fond», déclare Marchais. Pour le PCF : «la progressivité des nationalisations sera liée au développement économique et aux exigences des masses». Etendre les nationalisations, les rendre irréversibles, accroître le pouvoir des collectivités locales et des syndicats — organismes où le PCF dispose d'un poids considérable —, exiger la présence de «ministres communistes» au sein du gouvernement : il s'agit pour le PCF à la fois de renforcer le poids de l'appareil d'état sur l'économie et d'exproprier à son profit une partie de la bourgeoisie en place. Bref, organiser une fusion étroite entre parti, état et monopoles.

## Logique d'union et logique de rupture

S'il y a eu rupture, c'est donc bien parce que dans cette union, deux projets contradictoires s'affrontent souterrainement, et non pas parce que l'un des partenaires aurait décidé de faire cavalier seul.

En effet aucun des deux partis, PCF et PS, n'avait intérêt à cette rupture : comment aujourd'hui pourraient-ils autrement espérer faire aboutir leurs projets ? L'union a permis au PS d'atteindre son objectif «fondamental» : «refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PCF lui-même», comme le déclarait Mitterrand à l'internationale socialiste de Vienne en 72. Pour l'instant encore seule une union avec

le PCF peut garantir cette progression.

Pour le PCF, renoncer à l'union après 5 ans de programme commun, c'était risquer de ne plus trouver de conditions aussi favorables avant longtemps, c'était risquer de se marginaliser. Preuve en est la situation du PCF après la rupture : reculs électoraux, crise interne, nécessité réaffirmée de l'union. Au reste Marchais l'a dit lui-même : «nous n'avons qu'une seule stratégie».

La bataille pour la réactualisation ne s'inscrit pas dans le cadre d'une stratégie du refus, elle trouve sa source dans la nécessité pour le PCF de compenser l'ascension du PS par

l'exigence d'un meilleur partage du pouvoir d'état. Faute de leviers supplémentaires dans le gouvernement et le secteur nationalisé, comment le PCF aurait-il pu, face à un puissant PS, atteindre ses objectifs ?

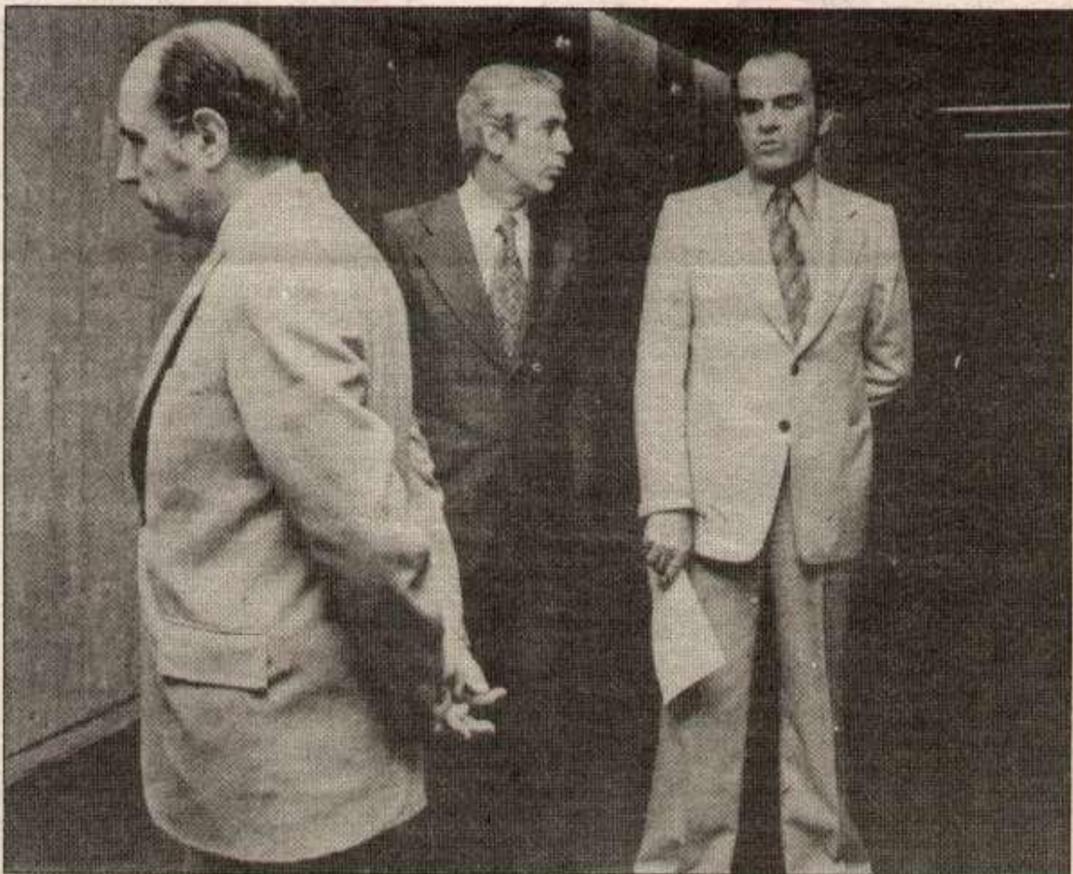
Ainsi deux logiques sont à l'œuvre : d'une part PCF et PS son condamnés à l'union, d'autre part la nature contradictoire de leurs projets les conduit à terme à la rupture. L'échec de l'union de la gauche a ainsi provoqué chez ses deux partenaires des crises internes notoires. Contradictions au sein du PS avec l'apparition de l'opposition Maurois-Rocard et la stagnation électorale enregistrée surtout aux européennes. Crise au sein du PCF qui a dû consacrer son 23<sup>e</sup> congrès à la justification de son échec en accusant le PS et en amorçant une timide autocritique («le programme a été générateur d'illusions»), surtout utile à introduire le nouveau projet d'union.

Les unions nouvelles sont le double produit de la logique d'union et de l'échec de 78 qui oblige PS et PCF à changer les formes de leurs propositions.

Pour le PCF, comme aujourd'hui encore pour le PS, l'union de la gauche est la seule stratégie possible. Utilisée par les deux partis pour donner réalité à deux projets contradictoires, l'union de la gauche divise ses partenaires et engendre chez eux des crises profondes et durables.

Didier DELORME

# qui les divise



**LUTTES OUVRIERES**

# LES LOIS BONNET-STOLERU NE DOIVENT PAS PASSER

C'est dans le courant du mois d'octobre que vont arriver en discussion au parlement les lois scélérates de Bonnet et Stoléro. Ces projets avaient soulevés avant les vacances une telle vague de protestation que les parlementaires ont dû en tenir compte et «repousser le problème» à leur session d'automne. Le calcul est simple : ils espèrent que d'ici là, les choses se seront un peu tassées, que la solidarité avec les travailleurs immigrés jouera moins et que dans ces conditions, ils pourront plus facilement faire passer leurs lois répressives.

Il faut faire échouer ces projets du pouvoir. La mobilisation doit s'élargir, Stoléro et Bonnet ne doivent pas pouvoir bénéficier du silence pour mettre

leurs sinistres projets à exécution.

Dans les foyers, la répression continue de frapper les résidents en lutte. Les jugements ordonnant les expulsions se multiplient. Ainsi, à Nanterre, après les 25 expulsions du mois de juillet, 187 résidents ont reçu leur avis d'expulsion, ordonné par le tribunal. Par ailleurs, la Sonacotra a toujours le projet de fermer l'une des tours du foyer. A Champigny, ce sont 167 résidents qui sont menacés d'expulsions à partir du 21 septembre. D'autres vont bientôt être prononcées, à Colombes, à Bagnolet, Argenteuil, Montreuil, Ivry... La Sonacotra, soutenue par le pouvoir, veut en finir avec la lutte qui mènent depuis bientôt cinq ans les

**COMMUNIQUE**

*La commission culturelle, la commission de presse de l'organisation du rassemblement Français et immigrés du 29 septembre à Garges-les-Gonnesse demandent à tous les groupes culturels français ou immigrés de Paris ou de province de se mettre en contact avec la commission d'organisation du rassemblement.*

*Ce rassemblement aura besoin de la participation de tous les groupes ou troupes de chanteurs, de théâtre, de musique, etc.*

*Pour le contact : par écrit : Comité de Coordination des foyers en lutte (pour la commission d'organisation) - 14, rue de Nanteuil 75 015 Paris.*

*Ou directement en s'adressant à la permanence du camp de Garges-les-Gonnesse, face au foyer occupé.*

travailleurs immigrés.

Dans ces conditions, le rassemblement organisé à Garges le 29 septembre par le comité de coordination est d'une grande importance. De très nombreuses sections syndicales

et associations se sont jointes à l'appel du comité de coordination pour faire de ce rassemblement une grande victoire, contre la Sonacotra et contre les lois racistes de Barre-Bonnet-Stoléro.

## LES RESIDENTS D'ATHIS-MONS DEVANT LE TRIBUNAL D'EVRY LE 24 SEPTEMBRE

Nous voulons attirer votre attention sur les menaces d'expulsion qui frappent ces jours-ci tous les résidents du foyer Sonacotra d'Athis-Mons.

En effet, suite à notre grève de loyer, nous devons comparaître devant le tribunal de grande instance d'Evry, sur demande de la Sonacotra, qui refuse jusqu'à ce jour toute négociation avec notre Comité de Coordination. Nous insistons sur la gravité de notre situation.

Si la Sonacotra gagnait le procès, nous savons que ce serait l'expulsion immédiate par la force publique.

Nous vous demandons donc, de venir au tribunal de grande instance d'Evry, le 24 septembre 1979 à 14 heures, pour soutenir notre lutte et manifester votre désaccord avec ces mesures d'expulsion qui seraient inadmissibles.

Nous vous demandons également d'intervenir auprès de Monsieur le président du tribunal de grande instance (1<sup>re</sup> chambre).

Nous comptons sur votre solidarité effective.

Comité de résidents  
Foyer-Sonacotra d'Athis-Mons

## les mineurs du Nord protestent contre la fermeture des puits

Deux cents mineurs du Nord de la France sont arrivés mercredi matin au Havre. Immédiatement, ils sont montés à bord d'un minéralier de 120 000 tonnes plein de charbon en provenance d'Afrique du Sud. But de l'opération : protester contre la fermeture des mines en France alors que les capitalistes importent des très grosses quantités de charbon de l'étranger, en particulier de l'Afrique du Sud.

Cette action décidée et organisée par la CGT, même si elle n'est pas exempte de petits calculs politiques (Duroméa, le maire du Havre (PCF) est très vite venu sur le bateau défendre l'idée de «l'indépendance énergétique de la France»), rappelle une fois de plus un problème de fond. Il est scandaleux de voir les capitalistes, au nom de la rentabilité, fermer les mines, jeter des milliers de mineurs à la rue, alors que le sous-sol de la France est très riche en charbon d'excellente qualité. C'est cela que veulent montrer les travailleurs qui sont venus occuper le minéralier du Havre.

## Grève générale le 4 octobre en Gironde

Les unions départementales CGT et CFDT de Gironde ont décidé d'une grève générale pour tout le département le 4 octobre. Motif : la visite de Giscard d'Estaing dans la région. Là aussi, la volonté unitaire semble forte puisque les deux organisations ont décidé de lancer une semaine d'action du 24 au 28 septembre. Giscard sera à Bordeaux le 6 octobre. Les travailleurs aussi ; à l'appel de la CGT et de la CFDT, ils se rassembleront pour souhaiter, à leur manière, la bienvenue au «chef de l'état».

## Rencontre des fédérations CFDT et CGT de la métallurgie

Les fédérations syndicales CGT et CFDT de la métallurgie n'ont pas perdu de temps : l'accord au niveau des confédérations est à peine signé que déjà une réunion au niveau fédéral est dans l'air. En fait, l'initiative vient de la FTM-CGT, qui a demandé à la FGM-CFDT une rencontre dans les meilleurs délais pour «l'élaboration unitaire d'initiatives coordonnées aux différents niveaux...» On ne peut que se réjouir de cette volonté unitaire. De là à ce que cela se concrétise dans les faits par une politique d'action à la hauteur de la situation...

# SOUSCRIPTION

<b>Paris</b>		
19 <sup>e</sup>		
Pour le Quotidien du Peuple	15	
.....	60	
Soutien	25	
.....	10	
Ventes	22	
Pour le Quotidien du Peuple	140	
.....	135	
S.	35	
Ventes	100	
R.	80	
Un travailleur	50	
Ventes	10	
.....	85	
Pour le Quotidien ventes	150	
.....	122	
<b>P.T.T.</b>	70	
Pour le QdP	100	
S.	500	
Ventes	65	
Georges	100	
Ventes	100	
En soutien aux «Unes» du QdP	200	
<b>18<sup>e</sup></b>	70	
.....	300	
<b>Hôpital Saint-Antoine</b>		
Marie-José	500	
.....	269,45	
<b>INSEE</b>		
Soutien	100	
Vente	20	
Soutien	70	
Pour les 40 «Unes» du QdP	250	
Ventes	330	
Ventes	430	
<b>E.B.</b>	2 000	
40 «Unes» du QdP	50	
Ventes	40	
Soutien	150	
Ventes	42	
Dons	245	
<b>Vincennes</b>		
F.S. travail pour la souscription	500	
.....	225	
13 <sup>e</sup> - A.D.	100	
<b>18<sup>e</sup></b>		
Soutien	250	
Pour les «Unes» du QdP	50	
Ventes	25	
<b>13<sup>e</sup></b>		
C.	50	
Ventes	100	
Ventes	100	
<b>Lyon</b>		
Travail de soutien	600	
.....	500	
.....	300	
Soutien	130	
.....	850	
.....	100	
<b>Grenoble</b>	500	
Villefranche	450	
Vénissieux	50	
Vénissieux	500	
Villefranche - F.B.	1 400	
<b>Villeurbanne</b>		
.....	260	
.....	50	
L.G.	350	
Lille - Soutien	50	
Roubaix - Soutien au QdP	500	
Dunkerque - J.	300	
<b>Marseille</b>		
.....	500	
.....	1 030	
<b>Longwy</b>	400	
<b>Nancy</b>	150	
<b>Nantes</b>		
Travail pour le QdP	500	
Vente de «Unes» du QdP	578	
Travail pour le QdP	1 400	
Vente de «Unes»	614	
<b>Saint-Denis</b>		
F. travail pour la souscription	100	
S.	100	
f.	100	
<b>Genevilliers</b>		
.....	100	
Pour les «Unes» du QdP	50	
<b>Levallois</b>		
Travail pour la souscription	600	
«Unes» du QdP	50	
<b>Drancy</b>		
Travail pour la souscription	800	
Vente de «Unes» du QdP	50	
<b>Saint-Ouen</b>		
M.	200	
«Unes» du QdP	100	
«Unes» du QdP	350	
<b>Drancy</b>		
F.	50	
D.	100	
«Unes» du QdP	50	
<b>Genevilliers</b>	100	
<b>Massy</b>	150	
<b>Vitry</b>	400	
Angers - Travail pour le QdP	400	
Saumur - Soutien	205	
<b>Angers</b>		
Collecté à un méchouis	162	
Ventes	62	
<b>Besançon</b>		
Un travailleur handicapé du CAT	100	
.....	200	
Soutien au QdP	200	
<b>Bordeaux</b>		
D. pour le QdP	150	
Luc soutien au QdP	50	
Ventes	66	
<b>Strasbourg - Soutien</b>	200	
<b>Pau</b>		
1 employé PTT	200	
1 employé pharmacien	200	
1 artisan	22	
Ventes	17	
<b>Toulouse - Ventes</b>	178	
<b>Total</b>	26 364 45	
<b>Total précédent</b>	87 074 60	
<b>TOTAL GENERAL</b>	113 439 05	

Dossier du Quotidien du Peuple

# La fin de l'indemnisation du chômage à 90%



Au mois de juin, quelques jours avant la mise en application partielle de la nouvelle indemnisation des chômeurs, partout on entendait les mêmes réflexions : «On ne sait pas comment ça va se passer». Que ce soit le personnel des agences pour l'emploi ou les chômeurs, même réponse. Déjà à cette époque, pour les licenciés économiques, c'était «la chasse aux vignettes et aux tampons», leur accumulation maximum. En l'absence de toute certitude, c'était le seul moyen de prendre quelques garanties contre les radiations, dont chacun se doutait bien qu'elles allaient pleuvoir. Nous sommes aujourd'hui à quelques jours de la mise en œuvre de la deuxième phase de la réforme, puisqu'au premier octobre, en principe, les chômeurs indemnisés selon l'ancien système, autrement dit ceux qui ont cessé de travailler avant le premier juillet, doivent eux aussi passer sous la nouvelle loi.

toujours la même situation d'incertitude pour eux. Ils savent en général que les 90 % seront supprimés, que leurs indemnités diminueront au fil des mois, qu'il est inutile d'essayer d'en savoir plus au niveau des ANPE. Pour tout ce qui est indemnisation, c'est désormais à l'ASSEDIC qu'il faut s'adresser, puisque tout passe par là. L'aide publique est supprimée, le rôle des ANPE va être profondément modifié, sans qu'on sache exactement le détail.

Moins que jamais, les chômeurs arrivent à savoir à quoi correspondent les sommes qu'ils touchent, avec des interruptions, des rappels tout aussi inexplicables. Plus que jamais, ils sont sous tension. Les menaces de radiation sont plus nettes, puisque les contrôles des ASSEDIC vont être plus systématiques, sans que les critères de recherches d'emploi soient plus précis...

## «LE NOUVEAU SYSTEME ? C'EST DINGUE !»

Par Michel BERTEL et Monique CHERAN

## Nivellement par le bas des indemnités, renforcement du contrôle

Interrogez un employé de l'agence pour l'emploi sur la nouvelle indemnisation. Il vous dira presque invariablement qu'il n'en sait rien officiellement, que ce qu'il arrive à savoir d'un peu concret, c'est les chômeurs eux-mêmes qui le lui apprennent au jour le jour, et que, mieux encore, il n'a pas le droit d'en parler !

En ces dernières semaines de septembre, c'est sur de toutes autres tâches qu'on mobilise d'ailleurs une partie de ces employés : démarcher les patrons du quartier pour leur faire de la publicité sur le troisième Pacte pour l'emploi des jeunes... Le deuxième avait tellement peu marché que cette fois, on prend ses précautions. «Autrefois, on arrivait à peu près à dire aux chômeurs combien ils allaient toucher, à vu de leur dossier. C'était approximatif, mais c'était quand même ça. Aujourd'hui, il y a tellement de cas de figure, qu'on ne connaît d'ailleurs pas, qu'on est complètement incapables de les renseigner. On fait le pointage, on colle les vignettes, mais on n'en sait pas plus».

Ceux qui en savent le plus sont bien sûr ceux qui travaillent aux ASSEDIC. Et ce qui ressort des textes et du début de leur application est plutôt inquiétant : la fin des 90 % est effectivement un nivellement par le bas des indemnités, dont l'attribution sera limitée très précisément dans le temps et la quantité, à la manière d'une simple assurance. Dans le même temps, le contrôle des chômeurs sera très nettement renforcé, avec des examens du dossier à dates fixes, sans guère de recours possible. Le nombre de dossiers définitivement classés, au bout de l'escalier descendant des indemnités, ne fera que croître. Cela signifie aussi que le chômage n'est pas près de diminuer : cette réforme reconnaît implicitement qu'un travailleur âgé ne peut plus retrouver de travail, puisque le calendrier d'indemnisation des chômeurs de plus de 55 ans peut s'étaler sur 5 ans : jusqu'à ce qu'ils tombent sous le régime des préretraites...

## Des dizaines de situations, la même inquiétude

Un vendredi matin, devant l'ANPE rue de Belleville, à Paris. Les chômeurs sortent, le carton de pointage à la main. Dans les discussions avec certains d'entre eux, une phrase va revenir, toujours la même : «On ne sait rien, personne n'en sait rien, on commence à s'inquiéter». C'est, bien sûr, du nouveau système d'indemnisation des chômeurs qu'il s'agit.

Pour seule information, un panneau, laconique, est dressé au mur : «Les modifications au régime d'assurances annoncées par la presse ne seront applicables au plus tôt qu'à compter du 1er juillet pour les nouveaux allocataires, et du 1er octobre pour les allocataires en cours. D'ici-là, les allocations continueront d'être versées comme par le passé».

Pourtant, comme le disait cette jeune chômeuse «on est à la mi-septembre, et on ne sait pas ce que l'on va toucher au 1er octobre».

### Aux ASSEDIC, le flou complet

Pour les chômeurs qui se renseignent à l'ANPE, invariablement on leur explique que l'ANPE ne se préoccupe plus du versement des prestations, il faut aller se renseigner aux ASSEDIC... Là-bas, c'est le flou complet. Mais écoutons ce chômeur. Il est licencié économique, payé à 90 % depuis un an, cela se termine pour lui le 1er octobre.

«Non, ils ne m'ont rien dit. Les ASSEDIC n'ont même pas été capables de me dire ce qui allait se passer après. D'après les journaux, c'est 55 ou 57 % de mon salaire que je vais toucher, une chose comme ça...»

Une chose comme ça ! Là aussi le propos est répété. «C'est ce que j'ai entendu» «une histoire de ce genre»... et personne n'imagine vraiment la couleur de la sauce à laquelle il sera mangé...

### Dans les services, ils sont débordés

L'ouvrier métallo poursuit : «C'est terrible, c'est vraiment la pagaille. Personne ne peut nous rensei-

gner valablement. Dans les services, ils sont débordés, dépassés...»

J'ai 57 ans et 8 mois ; avec l'ancien système, j'aurais dû avoir 70% de mon salaire... et ensuite à 60 ans être payé en pré-retraite. Mais comment cela va se passer ?

Pour ce jeune immigré, même discours : «Je crois que cela va changer le 1er octobre, que pendant 3 mois ce sera 90 % et ensuite 70 %... etc, et ça descendra encore... Il y a l'histoire du 1er juillet aussi, ceux qui ont été licenciés avant ou après cette date. Heureusement que je l'étais avant, j'aurai encore un mois à 90 %...»

Son collègue, un jeune qui sort de l'école avec son BEPC et son CAP, ajoute : «Ils m'ont payé pendant 3 mois avec environ 15 F par jour mais j'attends soi-disant un rappel de 6 mois, parce que j'ai des diplômes et que je n'ai jamais travaillé. Je n'ai rien eu depuis la fin juillet, maintenant je vais peut-être toucher plus qu'avant, c'est du moins ce qu'ils m'ont dit...»

Au guichet d'accueil de l'Agence, l'employée vient d'inscrire un nouveau chômeur. Un numéro, et il prend sa place devant le bureau des inscriptions. Pour lui, la ronde infernale des papiers à remplir, des dossiers à constituer, va commencer. Le labyrinthe administratif où tant d'autres se sont perdus, ou heurtés au mur des réponses laconiques, à l'isolement et à l'arbitraire...

### Pas au courant

L'hôte de l'accueil m'indique que les gens lui demandent rarement des informations sur les indemnités, préférant s'adresser, voire «rengueuler» la «dame du pointage»...

Une dame âgée nous interrompt : «Les ASSEDIC nous avertissent toujours s'il y a des changements». Je lui demande ce qu'elle sait alors du nouveau système d'indemnisation. Surprise, étonnement : «Non, cela je ne sais pas au courant»...

Je m'adresse à un autre employé : «Le nouveau système ? C'est dingue... Et il nous faudrait des heures pour en discuter...»

Mais comme c'est un peu la panique, surtout depuis 3 jours car les chèques ne sont pas encore arrivés, et que beaucoup de monde se presse au guichet...

## Journal de bord d'une licenciée économique

Un témoignage comme il en existe des milliers. Cette jeune femme est au chômage depuis 4 mois, licenciée économique. Elle nous raconte comment «cela se passe». Un véritable «journal de bord» où, à travers le dédale des démarches administratives, se lit l'angoisse de la recherche du tampon ou de la vignette à coller...

Dès mon licenciement économique, je suis allée m'inscrire à l'ANPE. Je suis allée voir la conseillère en formation pour pouvoir faire un stage. Puis, j'ai commencé à pointer. Ils ont changé le calendrier de pointage à la fin de 1978. Avant, c'était par exemple toujours le vendredi, maintenant aussi le mardi, ou le jeudi... C'est soi-disant pour éviter le travail au noir. Mais j'ai vu des chômeurs qui se trompaient de jour... Parfois, certains employés refusent de nous pointer quand même. Alors, c'est fini, tu es radié...

Moi, je suis licenciée économique. Je te raconte comment cela se passe : tu as un dossier, et tu vas à l'ANPE pour te faire coller des vignettes. Pour prouver que tu continues de chercher du travail. Et il n'y a pas de limites pour le nombre de vignettes... Alors, tout le monde vient se faire coller une vignette ; mais dans les annonces, il n'y a jamais rien !

### La chasse aux tampons

Ensuite, il y a un autre papier où il faut que tu inscribes toi-même les entreprises où tu t'es déplacé pour trouver du travail, et l'employeur doit apposer un cachet sur un autre petit papier...

Ce qui arrive, c'est qu'il y a beaucoup de chômeurs qui n'obtiennent pas leur tampon. Les patrons disent souvent : «On ne vous en met pas, car vous allez continuer d'être payés sans travailler !».

Tu peux faire remplir complètement ton papier, mais tu ne sais pas combien il leur faut de tampons ! Sur la feuille, il y a 12 rubriques, mais parfois, ce n'est pas suffisant. Ils ont même écrit «important : si les emplacements ci-dessus ne sont pas suffisants, utiliser une feuille blanche pour les compléter !»

des boîtes : c'est oui ou non ; mais quand on demande l'adresse pour pouvoir se faire mettre un tampon, les patrons refusent très souvent de nous la donner...

Et aussi, il faut joindre le double des lettres que tu envoies... Je me rappelle, lors de mon premier dossier, ils nous demandaient si on acceptait d'aller travailler dans une autre région, et sinon, pourquoi... Quand tu as rempli tous ces papiers, tu les envoies sous 8 jours, comme le demandent les ASSEDIC. Si on tarde un peu, tout est fini... Là-bas, ils examinent ton dossier, mais comme on ne sait pas sur quels critères ils se basent, on ne sait jamais si on va être reconduit ou non...

### 8 000 francs pour un stage

Ce n'est pas tout. Il te faut aussi prouver que tu as essayé de faire un stage. Si tu es licencié économique, tu peux être payé 110 % de ton ancien salaire payé pendant la 1<sup>ère</sup> année. Pendant 4 mois, l'ANPE ne m'a rien proposé. Alors, j'ai cherché moi-même à la Chambre de Commerce. Il y en avait un qui m'intéressait, mais il ne commençait qu'en décembre et les autres étaient tous pris...

Comme certains stages sont très chers, jusqu'à 8 000 F, la chambre de Commerce te dresse un devis. Puis, tu vas aux ASSE-

DIC leur présenter le stage. Et tu adresses une lettre au Fonds social des ASSEDIC afin qu'il prenne en charge les frais du stage. 15 jours après, tu es convoqué, et c'est la grande affaire... Car cela dépend souvent de la personne qui te reçoit, vu qu'elle donne ses appréciations. Mais tout dépend aussi s'il y a une possibilité d'embauche à l'issue du stage... Parfois ils acceptent ton stage, mais refusent de payer les frais de formation... Quand tu démissionnes sans donner aussitôt ta nouvelle adresse tu risques des ennuis. Si les ASSEDIC t'envoient une lettre, comme il figure la mention «ne pas faire suivre», tout peut être vite perdu...

## La descente des marches

En fin de compte, la nouvelle réglementation sera généralisée au premier janvier, puisque le principe retenu, c'est qu'un trimestre commencé sous un régime se finit aussi sous ce régime... A cette date, le pointage sera supprimé, ce qui confirme au moins son inutilité complète, et son caractère de tracasserie administrative.

Le chômeur tombe alors sans espoir dans la tranche des 42 %, l'allocation de base, dont la durée est variable en fonction de l'âge. Ainsi, les plus de 55 ans peuvent être bénéficiaire pendant 912 jours, contre 791 entre 50 et 55 ans. Plusieurs prolongations peuvent être accordées par la commission. Au bout de la 6ème prolongation, le dossier est examiné par la commission. En cas de refus, on passe encore une marche en dessous, avec l'allocation de fin de droit, qui est de 9 mois pour les moins de 55 ans, 1 an pour les chômeurs de 50 à 55 ans, 15 mois pour les plus de 55 ans. Au bout de cette nouvelle étape, nouvel examen par la commission, pour une éventuelle prolongation de 3 mois.

C'est alors terminé, il ne reste plus que les secours... Les critères ? Officiellement le sérieux dans la recherche d'un emploi. Mais c'est vague. Par contre, on sait qu'il ne faudra pas avoir refusé de faire un stage de formation. Quand on sait comment se présentent ces stages...

Depuis une quinzaine de jours, Radio Lorraine Cœur d'Acier a repris ses émissions. Débats, souvent improvisés, discussions sur la situation dans le bassin, émissions culturelles, reportages sur le vif... RLCA continue d'émettre à Longwy. Malgré le brouillage, plus important qu'en juillet, brouillage qui provoque d'ailleurs une vive colère dans tout le bassin...

Nous avons donné la parole à Jacques, un des animateurs de Radio LCA.

► **Radio LCA a repris ses émissions. Comment cela s'est-il passé ?**

On a annoncé par tract et par presse qu'on reprenait les émissions le lundi 3 septembre. On a invité les gens à venir, il y avait à peu près 200 personnes dans le hall. Et on a un peu lancé le micro aux gens pour qu'ils puissent témoigner sur ce qu'ils pensaient de la reprise de LCA. Nous avons adopté un programme minimum de manière à avoir le temps de réfléchir, de se concerter un peu pour voir ce qu'on allait faire. Et puis, la première semaine, cela a été un peu calme. C'était lié au fait qu'on avait démarré un peu vite, et les gens n'avaient pas eu le temps d'être bien informés sur cette question.

Beaucoup de gens n'étaient pas rentrés, d'autres avaient le souci de la rentrée scolaire. Donc cela a été un peu calme. D'ailleurs, on avait dit que c'était une première prise de contact qui devait nous permettre aussi de discuter avec les gens, de leur demander leur avis sur les programmes, sur ce qu'ils pensaient des horaires, sur la création d'une éventuelle Association des amis de LCA.

Ensuite, à la demande des gens de Longwy, et aussi pour des raisons financières, de solidarité nationale, on est allés à la fête de l'Humanité. Cela a été un succès important. Ce n'était pas un stand de la CGT, mais un stand de LCA. On peut dire, qu'on a été un des stands les plus visités de l'espace sidérurgique.

**Des gens d'Amiens ou de Marseille**

► **Vous avez eu de nombreuses discussions ?**

Oui, c'était fabuleux. Il y avait des gens d'Amiens ou de Marseille qui nous demandaient sur quelle longueur d'ondes régler leurs postes pour nous capter, tu vois. On a eu des discussions très intéressantes, avec des tas de gens qui venaient nous poser des questions. Ce qui nous a beaucoup surpris, c'est que parmi les gens qui sont venus à la fête de l'Humanité, même si beaucoup sont déjà politisés, ou du moins sensibilisés, il y en avait quand même, vraiment beaucoup qui connaissaient LCA, qui posaient des tas de questions, qui demandaient comment cela fonctionnait. Sur le plan financier, cela a été aussi intéressant, car c'est important de faire vivre cette radio, à la fois sur le plan des gens qui circulent ici et aussi sur le plan financier. Ce n'est pas négligeable.

**Toujours des débats improvisés**

► **Peux-tu rappeler un peu le contenu des émissions que vous avez faites ?**

Pas de changements par rapport à l'année dernière. Le matin 10 h, c'est la musique et les petites annonces, et à 11 h, on démarre la revue de presse qui se termine aux environs de 14 h. Mais cela dépend de la matière qu'on a, des fois c'est jusqu'à 15 h. Ça dépend aussi des gens, puisqu'on interrompt la revue de

presse dès qu'il y a des gens qui souhaitent passer à l'antenne, qui nous téléphonent, et comme ça, il y a parfois des débats improvisés. Ensuite, on arrête, et on reprend à 17 h. Là, c'est un peu l'émission ouverte aux associations, aux gens... Si tu veux, il n'y a pas de conducteur fixe. C'est un peu à ce moment-là que toutes les associations, toutes les personnalités... viennent présenter quelque chose, ou débattre. On y aborde des mini-débats ou des entretiens.

On fait aussi une mini-rubrique qui s'appelle *Passé-présent* où on interviewe des gens qui ont quelque chose à raconter... On a maintenant une petite nouveauté : un petit môme de 11 ans qui s'appelle Laurent, qui

A chaque fois qu'il y a eu des «pépins», LCA s'est mobilisée. Par exemple, le soir où il y a eu le barrage au Ratentout et où les Bertoldi ont fait cette «fausse manœuvre» dans les cars de CRS, eh bien on est restés ouverts jusqu'à 1 h ou 2 h du matin. Et puis le matin, on était là très tôt, on a fait un reportage sur place qu'on a diffusé. Pénible aventure. Tu t'en doutes ! Cela nous a beaucoup «attristés», cet accrochage ! Dans tout le bassin, ce n'a été que «tristesse»... Enfin, on a eu une revendication, c'est que les cars de CRS soient réparés à Longwy afin de faire vivre le petit commerce local...

Sinon, le soir, on a repris nos habitudes de faire des grands débats, et à partir de 19 h 30,

Oui, c'est vrai. On a des ennuis très importants sur le plan du brouillage, qui est plus efficace qu'au mois de juillet. Alors, on est en train d'y réfléchir. Pour les gens du bassin qui passent à la radio, c'est un sentiment de colère. Ils ont envie de faire quelque chose pour faire cesser ce brouillage. C'est un sentiment de colère, de révolte, d'injustice. Pour beaucoup, c'est grimper au Bois de Châ. Mais là-haut, c'est une forteresse, maintenant...

► **Peux-tu nous parler de l'Association des Amis de LCA ?**

On a l'idée d'essayer d'élargir aussi bien le soutien financier que politique, car pour l'instant il y a des tas de gens qui

on verra quelles initiatives on peut lancer sur le plan financier, car il serait bien que cette radio puisse vivre sur ses propres réserves.

Et aussi on voudrait associer les gens à la bataille politique sur le brouillage, sur la défense de LCA, les associer aux programmes, aux horaires, à la qualité de la radio. Afin d'avoir un contact permanent avec la population, au lieu d'avoir une espèce de petit sondage au téléphone de copains qui disent : cela ne va pas, ces horaires là... qu'on puisse avoir une espèce de «retour» un peu mieux organisé.

**Quel type de question, quel statut ?**

► **Est-ce que vous avez un peu avancé dans le débat sur le type de gestion de la radio ?**

On a un peu avancé sur comment les gens pouvaient être associés à la radio. On a maintenant des gens qui vont s'occuper de la trésorerie, de l'administration de la radio, des initiatives financières... Sur le principe même de la radio, rien de changé. On répond toujours aux mêmes critères, à savoir la porte ouverte à qui veut rentrer dans le studio et prendre la parole : au téléphone c'est pareil. Sur le fonctionnement lui-même, on ne change rien, on essaie simplement d'améliorer pour que cela soit moins crevant.

► **Que pensez-vous de la réunion internationale des Radios Libres à Longwy les 29 et 30 septembre ? Que peut-on en attendre ?**

Nous, on est assez partisan d'y aller, quant à l'équipe d'animation. Mais comme c'est une radio de la CGT au départ, on a transmis cette demande à la direction de la CGT. Elle décidera de ce qu'elle veut faire. Cette réunion, c'est aussi pour discuter d'un éventuel statut des radios libres. C'est important que la CGT soit invitée à réfléchir sur cette question.

Moi, je n'ai pas d'idées précises sur ce que pourrait être une radio libre demain. Ce qui m'intéressait dans cette réunion, c'est que LCA est devenu un événement national, et même au-delà. On est en France la première radio libre qui a fonctionné sur ce mode là, avec un studio installé, et parce que les circonstances nous le permettaient, pas question de se vanter, on a quand même tenu ce pari de la radio ouverte. Bien que cela n'ait pas toujours été facile, on a tenu ce pari et on l'a gagné, je crois. A partir de là, en allant à cette réunion, on avait une expérience à raconter et des choses importantes à dire.

Dans les radios libres, il y a des tas de gens qui ne pensent pas comme nous, mais je crois que le florissement de toutes ces radios libres correspond à une aspiration des gens à la liberté d'expression, à autre chose que la monopolisation des ondes par le pouvoir. Dans ce cadre là, je pense que c'est intéressant de raconter notre expérience et d'écouter les leurs.

**Interview réalisée par Michel BERTEL**

**«Bien que cela n'ait pas toujours été facile, on a tenu le pari d'une radio ouverte, et on l'a gagné, je crois...»**

# RADIO LORRAINE COEUR D'ACIER :



Au siège de la LCA : la population participe.

## C'EST REPARTI !

venait l'année dernière. Il venait avec un énorme casse-croûte et restait une heure au studio. Cette année sur les problèmes de l'année scolaire, on a interviewé pas mal de gens... Nous, on lui a donné un micro, et c'était très intéressant ce qu'il racontait. Il nous a promis de faire une petite chronique hebdomadaire sur la vie dans son lycée, tu vois ? Alors c'est très marrant ce qu'il raconte...

A 17 h, c'est un peu le rendez-vous syndical, c'est à ce moment là qu'on fait le point avec les différents syndicats sur ce qui se passe dans le bassin.

► **Par rapport aux initiatives qui ont été prises ces derniers temps dans le bassin, avec l'usine Bertoldi, quel rôle a joué LCA ?**

toutes les émissions culturelles. On a remis en place notre émission littéraire. Dimanche, par exemple, il y a eu une émission sur Jérôme K. Jérôme, l'auteur de *Trois hommes dans un bateau*. On a eu aussi dans la série des grands débats, un débat sur l'Iran avec un membre de l'Association des juristes démocrates qui revenait d'Iran.

On a repris les émissions de jazz, toutes les émissions culturelles, et aussi les copains de la Commission Immigrés ont repris leurs activités.

**Colère contre le brouillage**

► **Vous avez aussi pas mal d'ennuis avec le brouillage ?**

viennent, qui discutent avec nous, qui nous apportent du fric, qui signent... mais il n'y a rien d'un peu organisé qui permettrait à toutes sortes de gens, qui ne sont pas forcément à la CGT, qui n'ont pas la sensibilité CGT ou qui ne sont tout simplement pas salariés, de pouvoir participer activement au soutien de cette radio. On a lancé l'idée dans la population de créer soit un club, soit une association des Amis de LCA. Mais c'est un débat. Nous, on a eu cette idée. D'ailleurs, on ne l'a pas eu seuls, on l'a eue avec des gens qui n'étaient pas de la CGT et qui sont intéressés par cette radio.

On a simplement convoqué les gens à une réunion à Longwy-bas, jeudi soir à 20 h 30 à l'hôtel de ville. A cette réunion, on discutera, de ce que les gens souhaitent, quelle forme peut prendre cette association. Après,

# DBA-BENDIX : LES CADRES ACCUSÉS OSENT SE DISCULPER

«Pourquoi sont-ils morts ?», interrogions nous mercredi à propos de la mort d'un jeune travailleur algérien à Bendix-DBA et le véritable assassinat par la médecine SNCF d'un cheminot de Lorient.

Le procès des 5 cadres inculpés pour la mort de

Entendre le directeur expliquer qu'il n'avait pas la clé de l'armoire électronique pour régler le système de temporisation du système de sécurité. Entendre le chef du personnel dire qu'il n'était pas chargé de surveiller les machines. Apprendre que le chef d'atelier ignorait tout des dispositifs de sécurité. Que l'ingénieur de sécurité, lui, ne pouvait lire les notices de la machine rédigées en langue allemande. Et pour finir, que le chef de Mohamed ne connaissait pas l'existence d'un danger... C'est tout simplement révoltant !

## UNE GUILLOTINE

Mais revenons aux circonstances de la mort de Mohamed. Celles-ci sont

rappelées dans une plaquette réalisée en décembre 1977 par la section CFDT de Bendix «destinée à tous ceux qui veulent dénoncer avec nous le scandale des accidents du travail et lutter contre eux à l'occasion du procès de Bobigny» :

1) La presse avait été modifiée de façon qu'un seul ouvrier, au lieu de deux, puisse effectuer la même fabrication. Cette modification n'avait pas été entérinée par le CHS.

2) Une glissière «bricolée» avec des matériaux de fortune a été apposée à la presse.

3) Les deux poutres de sécurité sur la machine avaient disparu.

4) La temporisation de sécurité était passée de 10 secondes à 35, parce

Mohamed Mezzi a donné lieu à de scandaleuses déclarations. Ces messieurs n'y sont pour rien. Ils ne se sentent pas responsables. La faute est à l'ouvrier : il ne s'est pas comporté en adulte responsable. Révoltant !

qu'une perte de temps avait été constatée dans la remise en marche manuelle de la presse... et à 35 secondes la temporisation ne gênait plus...

5) Mohamed a été tué en faisant une manœuvre qui lui permettait de gagner du temps.

«Voici ainsi résumées les fautes commises, qui par leur accumulation, ont transformé en guillotine une machine sûre à l'origine.» indique la CFDT de Bendix.

Suppression d'un travailleur sur un poste de travail, modification du processus de travail pour produire plus en moins de temps, cadences considérablement augmentées pour un salaire dérisoire,

c'est ce qui a conduit à l'assassinat du jeune ouvrier. Cette logique là, c'est la logique des charognards. La logique du capitalisme, pour qui la mort d'un ouvrier n'est qu'un regrettable incident. Seul comptent les chiffres de production, la réduction des temps morts, et l'économie de main-d'œuvre.

A DBA-Bendix, la responsabilité des cadres inculpés est écrasante. Pas un seul ne peut se disculper en invoquant l'incompétence ou les négligences de l'un d'entre eux.

La base du capitalisme, c'est le profit. Celui-ci a trop souvent le goût du sang.

Michel BERTEL

## 30<sup>e</sup> SICOB

# LE TERMINAL DE GISCARD

«Allez de l'avant avec le 30<sup>e</sup> SICOB», c'est la légende de l'affiche qu'on voit depuis quelque temps dans les rues de Paris, affiche qui représente des hommes en marche sur un fond radieux... Depuis ce samedi, ce salon est ouvert au «grand public», qui pourra ainsi voir de ses yeux les dernières nouveautés en matière d'informatique, de communication et d'organisation du bureau. Auparavant, pendant 3 jours, le Salon aura été

réservé aux professionnels français et étrangers. Ce trentième SICOB revêt une importance particulière, puisque le président de la République lui-même l'inaugurait vendredi après-midi. Il ne pouvait que saisir cette occasion publicitaire à un moment où le gouvernement a décidé d'accélérer le processus d'informatisation du plus grand nombre d'activités possible...

Quelques chiffres, pour commencer : une exposition couvrant 87 000m<sup>2</sup>, avec 1 383 marques françaises et étrangères, 675 exposants, 31 pays... Il y a vraiment de quoi voir, et des choses étonnantes, qui vont du gadget pour le bureau au terminal d'ordinateur... Distributeurs de billets, calculatrices parlantes, qui prononcent le chiffre affiché, en attendant l'ordinateur à saisie vocale que Nixford est en train de mettre au point : on livre les données en parlant dans un micro, un dispositif préalablement programmé reconnaît des mots... Il y a aussi l'espace consacré à la micro-informatique, installée cette année en dehors du SICOB proprement dit, sur la terrasse du CNIT : programmation des rendez-vous de la semaine ou des recettes de cuisine, mise en route du chauffage ; l'étendue des possibilités de l'informatique ne laisse de surprendre...

L'an dernier, le SICOB avait reçu la visite de presque 300 000 personnes,

sans parler des 70 000 professionnels. Parmi ces visiteurs, une écrasante majorité de «responsables» d'entreprises. Le SICOB et le matériel qu'il présente concerne directement 12 millions de salariés, ceux qui travaillent dans les bureaux. Mais au train où vont les choses, c'est l'ensemble de la société qui est concernée, par la transformation considérable du travail dans certaines branches comme les banques ou les PTT, les implications importantes sur l'emploi, ou la concentration accrue de données en tous genres, qui repose le problème des libertés. Pour le gouvernement, qui met aujourd'hui le paquet sur l'informatique, il s'agit aussi de placer ce secteur de l'économie en bonne place dans la compétition internationale.

Ce n'est donc pas un hasard si cette semaine voit la concentration de toute une série d'initiatives autour de la «Révolution Informatique» : le SICOB, qui donne à Giscard l'oc-

casation de faire un discours sur l'informatisation de la société ; la semaine «Informatique et société», qui démarre ce lundi, et dont l'initiative est revendiquée avec insistance par Giscard ; «La convention informatique», qui a commencé lundi dernier et rassemble les grands noms en la matière sur le thème «Choisir son informatique» ; enfin, le 11<sup>e</sup> Con-

grès international de la micrographie... Tout cela à Paris. Bataille économique entre les grandes firmes informatiques, mais aussi campagne idéologique sur le type de société favorisé par l'extension de ces techniques, c'est tout cela qu'on peut trouver au SICOB... Nous y reviendrons.

M.C.

## Radios libres sans frontières

Réunion internationale  
des radios libres à Longwy  
les 29 et 30 septembre

C'est à Longwy que se tiendra les 29 et 30 septembre prochains la 1<sup>re</sup> réunion européenne de radios libres à l'initiative de radio SOS-Emploi, la radio des travailleurs en lutte créée par la CFDT.

De nombreuses radios ont déjà répondu à l'appel, notamment des radios belges, italiennes, espagnoles et aussi la plupart des radios libres françaises.

Cette réunion permettra de faire le point sur la situation européenne et marquera très certainement un tournant important pour leur avenir.

Extraits du 2<sup>e</sup> communiqué de radio SOS-Emploi et de l'ALO :

Il est rappelé que chaque radio est chaudement invitée à amener programmes, affiches et documents de popularisation dont elle dispose. Une cassette d'extraits d'émission de Radio SOS-Emploi, une table de documentation sur les radios libres sont également prévues.

Le samedi matin à 10h, chaque groupe se présentera et un compte-rendu de 15 minutes environ sera fait sur la situation des radios libres dans chaque pays représenté. Radio Pomarède (Béziers) fera un compte-rendu sur la situation française.

A 15h, les débats reprendront par commissions. La commission «Radios libres et pouvoirs» sera animée par Radio Verte Fessenheim ; la commission juridique fera un bilan comparé des situations juridiques de la radio libre en Europe et les avocats présents pourront discuter des cas concrets qui leur seront soumis ainsi que des initiatives juridiques européennes communes qui pourront être présentées à la commission «Europe».

Une commission se tiendra également sur la situa-

tion des radios libres en France et les dernières perspectives politiques dans le domaine (animateur : Radio-onze-débrouille). Le soir un diaporama sur Longwy monté par des travailleurs de la région sera présenté, ainsi que, peut-être, un film dont nous vous laissons la surprise.

Après une nuit hertzienne sans brouillage, les débats reprendront le dimanche matin avec la commission «Radios libres européennes» animée par Radio Louvain La Neuve (Belgique) où l'on parlera également des radios amateurs, de la libération en Europe du canal des citoyens (27 Mhz) et des décisions internationales (conférence de Genève de septembre 1979). Une radio italienne animera les débats de la commission «programme», l'Italie ayant une riche expérience de plusieurs années dans le domaine. La commission technique procédera à une analyse approfondie des besoins des radios libres en ce qui concerne l'équipement basse fréquence et les émetteurs, des possibilités d'auto-production dans le domaine.

Les participants à la réunion doivent envoyer une confirmation en écrivant à :

Radio SOS-Emploi  
9, rue du Colonel Merlin  
54 400 LONGWY  
Soit en téléphonant au (82) - 23.40.50.

## ● Procès de Radio-Aventure

Le procès de Radio-Aventure s'est tenu jeudi après-midi à Bobigny. Des travailleurs de banlieue, des auditeurs handicapés, la secrétaire nationale du PSU, sont venus témoigner. Le maire de Bondy, le directeur de Radio-Monte-Carlo, cités au procès, ne se sont pas présentés.

Les inculpés ont voulu prouver que la plainte déposée contre eux était irrecevable, le dossier du procureur, rédigé souvent au conditionnel, ne prouvant nullement les faits reprochés à Radio-Aventure. Jugement le 18 octobre.

## ● Secousses telluriques en Italie

Un nouveau séisme vient de secouer toute l'Italie. La terre a tremblé de Rome au Sud de l'Italie, causant la mort de 5 personnes, et en blessant de nombreuses autres. Les 7 secousses interminables ont causé d'importants dégâts notamment en

Ombrie et dans les Marches : villages détruits, bétail décimé, et des milliers de personnes sont sans abris.

Aucune région à forte densité n'a été touchée, mais le bilan est lourd dans certaines régions.

# La Ruhr, coeur de la classe ouvrière allemande-5

**Restructurations, licenciements... les sidérurgistes de la Ruhr ne sont pas les seuls frappés. Les travailleurs de Coles, entreprise de travaux publics qui se retrouvent au chômage, disent aujourd'hui ce qu'est la situation d'un chômeur dans l'Allemagne de 1979.**

**Reportage  
d'Anne RHEIN**

Il y a 20 ans, il y avait encore 140 mines dans la Ruhr ; 530 000 mineurs y travaillaient. Depuis, une centaine de mines ont fermé, 330 000 travailleurs ont été licenciés, mis en pré-retraite ou mutés dans d'autres secteurs industriels. A Bochum, toutes les mines ont fermé. A Essen, ville minière autrefois, une seule mine marche encore. A Herne, où au début des années cinquante plus de 70 % des salariés travaillaient dans l'industrie minière, ce sont aujourd'hui tout juste un peu plus du quart...

Avec «la crise du charbon» les barons des mines, regroupés depuis 1967 dans la Ruhrkohle-AG se sont débarrassés des petites mines non rentables notamment, touchant des milliards de primes de l'Etat ouest-allemand qui subventionnait chaque tonne non extraite. L'Etat à son tour vendait les carreaux à vil prix aux capitalistes qui venaient s'installer et profiter de la main d'œuvre à bon marché : automobile, brasserie, commerce, etc...

Pour ceux qui sont restés, le travail n'est guère devenu plus facile. L'extraction par tête d'équipe a presque quadruplé entre 1957 et aujourd'hui. Les mines du Sud de la Ruhr étant presque épuisées, les puits se sont déplacés vers le Nord où les veines sont plus profondes. La conséquence : des conditions de travail plus difficiles, une multiplication des accidents du travail. Car l'extraction dans les veines devient de plus en plus raide, la température monte jusqu'à 40, 50 °C. Sans parler des galeries qui, laissées vides par économie, ne cessent de s'écrouler.

Depuis des années, il n'y a pas eu de grandes

luttés dans les mines de la Ruhr, même pas au moment de la «mort des mines». Le syndicat des mineurs, l'IG Bergbau qui regroupe la très large majorité des mineurs, compte d'ailleurs parmi les syndicats de la confédération DGB les plus intégrés dans le système capitaliste (ce qui n'est pas peu dire).

Mais les mineurs ne cessent de mener une petite guerre tenace contre les capitalistes, contre l'intensification du travail (en ayant recours à la «résistance passive» s'il le faut, quand le patron exige qu'un mineur fasse le travail de deux), contre les atteintes aux salaires, atteintes de plus en plus acharnées d'ailleurs depuis que le salaire n'est plus évalué sur le rendement de l'équipe mais du mineur. Pour la sécurité du travail aussi, les barons de mines faisant cyniquement appel à la fatalité (ou invoquant la responsabilité du mineur lui-même) pour expliquer les multiples accidents dans les mines, graves souvent, parfois mortels.

Les mineurs ne doivent pas s'affronter aux capitalistes seulement sur leur lieu de travail. A Duisburg, à Lohberg, j'ai rencontré des familles de mineurs, regroupés dans ces «Bürgerinitiativen» (\*) qui, depuis des années, se battent pour le droit de vivre décemment dans les coron.

(\*) Associations où se regroupent les gens au niveau local normalement pour défendre leurs intérêts. Des «Bürgerinitiativen» existent notamment dans la lutte antinucléaire où on a vu des grandes parties de la population locale s'élever, avec une grande détermination souvent, contre l'implantation d'une centrale nucléaire (comme par exemple à Whyll, Gosleben, ...).

## «Bürgerinitiativen» dans la Ruhr HABITER ET LUTTER AU PAYS

Le coron de Lohberg, malgré l'aspect un peu sinistre du crépi noir de ses maisonnettes, a quelque chose de presque idyllique, par un dimanche matin d'été : beaucoup d'arbres et de verdure, les voisins discutant le coup devant l'entrée d'une maison, entre deux jardins dont on reconnaît d'ailleurs facilement la nationalité des cultivateurs (les jardins des Allemands, bien propres, avec un petit gazon, un petit lac pour les oiseaux ; ceux des Turcs, plantés pour être utiles, avec un nombre incalculable de rames de haricots parmi lesquelles poussent d'autres légumes), une famille turque lavant dans son jardin la laine de mouton dont elle va faire un duvet après...



Vie dans la Rheinpreussensiedlung

Comme la plupart des autres coron, Lohberg est menacé. Construites au début du siècle pour héberger la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de la mine, ces colonies avec leurs maisons de un à quatre étages, modernisées souvent par les soins des locataires eux-mêmes, n'intéressent plus aujourd'hui leurs anciens propriétaires, les capitalistes des mines ; ils s'en débarrassent, et leurs successeurs s'empressent de les démolir, si toutefois les locataires ne s'y opposent pas.

La lutte de la Bürgerinitiative Lohberg a commencé en 1972 avec l'opposition des familles ouvrières contre les augmentations de loyer, puis un projet de la société propriétaire de démolir le coron avec ces 1 300 appartements, projets qui d'ailleurs avait l'accord de la municipalité social-démocrate. Reinhold Engelhardt, mineur et père d'une famille nombreuse, me raconte la lutte de la Bürgerinitiative.

### L'AMITIE, PLUS LE CONFORT

«Quand on a eu connaissance du projet de démolition, on avait un double travail à faire. D'une part, il fallait lutter pour conti-

nuer à vivre dans le coron, parce que c'est quand même tout différent de vivre dans une petite maison comme ça, avec un jardin, et de bons contacts avec les voisins, etc... D'autre part, on devait revendiquer que ces maisons qui étaient somme toute assez délabrées et mal entretenues, soient remises dans un état correct. On a bien compris quelle était la stratégie de la société : ne rien investir, laisser tout se dégrader pour décourager les gens qui n'entretiennent plus rien parce qu'ils se disent que ça ne sert à rien, qu'ils vont être vidés de toute façon.

On n'a cessé d'intervenir publiquement, par des articles dans la presse, par des interventions à la radio et la télé ; on a fait, dans la colonie, une enquête avec des étudiants pour savoir très précisément dans quel état étaient les maisons, et ce que les gens voulaient. Et puis on a obtenu une première victoire : en 1975, le coron a été homologué aux sites protégés.

### QUELLE MODERNISATION ?

Puis la société nous a offert de moderniser les maisons ; la municipalité était pour ; nous, on était contre, car une modernisa-

tion, ça signifie des augmentations de loyers énormes. On a revendiqué que la municipalité impose à la société une obligation de rénovation : dans ce cas-là, on a la garantie légale qu'il n'y a pas d'augmentation de loyer.

On a eu gain de cause, et la société a commencé à avoir vraiment peur, car il lui fallait investir sans pouvoir compter sur des loyers plus élevés. Donc elle s'est décidée à tout vendre ; elle nous a proposé d'acheter les maisons dans lesquelles les locataires depuis 30, 40 ans avaient investi souvent beaucoup de travail et beaucoup d'argent ; ces maisons avec leur jardin de 300 m<sup>2</sup>, elle nous les a proposées pour 40 000 marks. Nous, on ne savait pas trop : était-ce bien, n'était-ce pas bien ?

### ENCORE UNE ENQUETE

Selon une enquête de nouveau réalisée, on a constaté que, en faisant abstraction des jeunes, des travailleurs d'un certain âge, des familles nombreuses, des célibataires et des Turcs, qui tous ne peuvent se permettre d'acheter, eh bien, il ne restait même pas 5% qui auraient pu acquérir leur maison. Donc on s'y est opposés, bien que le SPD et le syndicat soient pour :

répartition de la propriété parmi les travailleurs disent-ils. Finalement on a gagné après que la société ait engagé un procès plutôt sordide contre un vieux locataire qu'elle voulait expulser sous prétexte qu'il n'habitait plus que chez sa copine. Le procès, on l'a gagné, et depuis la vente a été stoppée.

Maintenant, on continue à se battre pour la rénovation des maisons, et à s'opposer aux nouvelles augmentations de loyer. Déjà, on paie 30 à 40 % de notre salaire pour le loyer, 300 marks environ\*, un mineur, ça ne gagne pas beaucoup.

### CONTRE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Le SPD et le syndicat (je suis membre du SPD et syndiqué depuis 1963 dans l'IG Bergbau), ne nous soutiennent pas ; au contraire, ils nous combattent. Parce qu'on fait plus que la défense des locataires — on a aussi organisé pas mal de choses avec les Turcs (qui d'ailleurs participent au travail de la Bürgerinitiative), des après-midis d'études pour les élèves, des jeux pour les petits, on a obtenu des lieux de rencontre pour des travailleurs turcs, etc ; et puis, à 5 km d'ici, ils vont construire la

## Trois grèves de la faim

La lutte de la Bürgerinitiative de la Rheinpreussensiedlung de Homburg a duré quatre ans avant que la municipalité social-démocrate cède. Et il a fallu beaucoup d'imagination et beaucoup de courage à ces familles ouvrières pour sauver leur coron de la destruction. Le coron de Rheinpreussen, construite en 1900, a été vendu en 1965, alors que les dernières mines à Duisburg-Homburg fermaient.

Le nouveau propriétaire s'est mis à démolir tout de suite, pour mettre à la place de grandes tours. Quelques années après, il a fait faillite ; ce qui restait de la colonie était dès lors sans propriétaire, mais toujours sous la menace de la démolition. C'est à partir de ce moment que la Bürgerinitiative s'est créée, qu'elle s'est battue pour que le coron soit acheté par la ville de Duisburg. «On n'a pas d'argent» leur a-t-on répondu.

Alors, ils sont entrés en grève de la faim ; ils en ont fait une première, de 5 jours, en 1977, une deuxième en décembre 1978 devant la banque créancière de l'ancien propriétaire, par une température de 14 degrés au-dessous de zéro ; la troisième, pendant 18 jours au mois de février, devant l'hôtel de ville de Duisburg. Des stands d'information, des manifestations, de multiples publications et interventions, des vigies devant la mairie : les familles de Rheinpreussen ont popularisé leur lutte.

Finalement, alertée par le large écho qu'ont rencontré les grèves de la faim de ceux de Rheinpreussen dans la population (le fait que leur dernière grève tombe en pleine période de carnaval aura certainement joué aussi), la municipalité a acheté le coron. Pleinement satisfaites de leur victoire, les familles de la Rheinpreussensiedlung savent cependant qu'elles devront rester vigilantes : comme dans les autres coron, la privatisation menace.

plus grande centrale au charbon d'Europe ; des grandes industries vont s'implanter.

Quand je m'y oppose, car je veux tout de même pas me laisser détruire complètement mon environnement, forcément, je travaille aussi un peu contre cette société et ce gouvernement qui soutient de tels projets ! Et tout cela, bien sûr, n'intéresse pas la direction du syndicat. Eux, ils sont au Conseil de Surveillance de la Ruhrkohle-AG, ils ont d'autres intérêts. Et le SPD, 83 % des locataires allemands votent pour eux ; mais on le voit bien, ils défendent les intérêts de je ne sais pas qui, mais sûrement pas des gens qui les ont mis dans leurs belles positions !»

**Dans notre prochain numéro :  
ETRE CHOMEUR  
DANS LA RUHR**

(\*) 1 mark correspond aujourd'hui à environ 2,20 FF.

# MAIGRES DEDOMAGEMENTS POUR LES SINISTRÉS DES ANTILLES

Le Conseil des ministres de mercredi a décidé un certain nombre de mesures d'aide financière, pour compenser les dégâts subis par la population de la Guadeloupe et de la Martinique lors du passage du cyclone David, à la fin du mois d'août. Les pertes ont été considérables pour les petits planteurs de canne à sucre et les pêcheurs dont certains ont tout perdu. Giscard dans une déclaration faite mercredi à FR 3 Antilles se félicite de la rapidité avec laquelle

— selon lui — les populations sinistrées vont recevoir une aide de l'Etat. Aide qu'il a comparé à celle versée aux victimes de sinistrés en France. Voilà qui n'est pas pour rassurer les Guadeloupéens et les Martiniquais si l'on constate la rapidité d'indemnisation des agriculteurs français touchés par la sécheresse en 1976 ou celle des pêcheurs bretons, plus récemment.

Si les mesures décidées par le Conseil des ministres témoignent d'un effort important dans le domaine des infrastructures (routes et ports) où l'Etat français prend en charge à 80 % les travaux de reconstructions, il n'en est pas de même dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture. Pour les pêcheurs, le montant des indemnités n'est pas précisé. En ce qui concerne les agriculteurs, le fonds de secours interviendra pour compenser un taux moyen de 40 % de pertes. Ce taux est porté à 60 % pour les planteurs de bananes exploitant de 5 à 20 hectares et

à 80 % pour les planteurs exploitant moins de 5 hectares. Mais ces aides sont nettement inférieures aux besoins réels : les bananeraies ont été détruites à 100 % dans les deux îles des Antilles, quant aux cultures maraîchères elles ont été détruites à 75 % en Guadeloupe où, d'autre part, les embarcations de pêche sont inutilisables à 50 % !

Les personnes ayant perdu leur emploi « en raison du cyclone » (les chômeurs ne touchent aucune allocation en Guadeloupe et en Martinique), toucheront la malheureuse somme de 700 F par mois, ce

pendant 3 mois seulement. La générosité de l'Etat français qui selon Giscard traite les « DOM-TOM » comme les « départements métropolitains » ira jusqu'à octroyer le maintien du versement des allocations familiales pour les travailleurs ayant perdu momentanément leur emploi... Ajoutés aux difficultés économiques que connaissent les deux îles en raison de la monoculture qui y est pratiquée (banane et canne à sucre), les dégâts causés par le cyclone sont catastrophiques. Or rien n'est entrepris pour diversifier l'économie des Antilles qui importent les trois

quart de leurs denrées alimentaires alors que ses pays sont essentiellement agricoles. Comme les autres pays du tiers-monde, Guadeloupe et Martinique sont victimes de l'échange inégal, les prix des produits agricoles qu'ils exportent croissant moins vite que les prix des produits manufacturés qu'ils sont obligés d'acheter à la France. Les catastrophes naturelles qui n'auraient pas les mêmes conséquences sur une économie diversifiée sont fatales pour une économie basée sur la monoculture.

Frank ROUSSEL

## Deux Martiniquais jugés à Versailles

# UN PROCES COLONIAL

Pendant 3 jours s'est déroulé à Versailles le procès de deux sympathisants autonomistes du Parti Progressiste Martiniquais accusés du meurtre d'un nervi du RPR, au cours d'un meeting électoral le 9 mars 78 à Fort-de-France. On peut s'étonner que cette affaire soit jugée à 6 000 km d'où les faits se sont produits. Les prétextes invoqués par

l'accusation pour justifier cet état de fait : risque de trouble en Martinique relèvent des pratiques courantes de l'impérialisme français dans ce genre de procès. La défense, pour d'autres raisons (la Martinique est un fief de la majorité où elle y fait sa loi), a préféré que le procès se déroule en France.

Les élections dans les colonies ont toujours donné lieu à des manipulations et pressions de toutes sortes (allant jusqu'à la violence physique) encouragées ou tolérées par le pouvoir en place. Cette réalité n'est sans doute pas étrangère à ce qui s'est passé le soir du 9 mars 1978 à Fort-de-France. Le meeting RPR au cours duquel le chef du service d'ordre fut mortellement blessé était apparu aux habitants de Fort-de-France comme une véritable provocation. Tandis que le candidat du RPR Renard, paraissait à la télévision et était l'objet des sollicitudes de la presse locale (« France Antilles », unique quotidien publié à la Martinique appartenant à Hersant), l'opposition était pratiquement interdite d'antenne : régime spécial « DOM-TOM ». C'est dans ce contexte que Renard, candidat RPR opposé à Aimé Césaire, du (Parti Progressiste Martiniquais apparenté PS, et maire de Fort-de-France, depuis 1946) organisait un meeting sur la grand place de cette ville avec l'aide de sbires armés. Des militants du PPM présents, huant le candidat RPR furent bien-



Derrière le folklore qui préside les meetings du RPR à la Martinique, les mœurs électorales de la droite dont dignes des pires pratiques coloniales.

tôt pris à parti par le Service d'ordre encouragé à la tribune par Renard qui, insultant ses détracteurs, rappela qu'« il portait un revolver » et qu'il n'hésiterait pas à s'en servir. Jalta, qui commandait le S.O., avec ses hommes, lança alors des barrières métalliques sur les contestataires, l'un d'eux, Victor Boutrin, cer-

né se sentant menacé, frappa à plusieurs reprises le chef des nervis, au cours de la mêlée qui s'en suivit. Celui-ci mourait quelques heures plus tard. Victor Boutrin plaide la légitime défense. Son frère, arrêté comme complice, plaide non-coupable. Témoins à charge contre les inculpés : des nervis notoires tous membres du

service d'ordre du RPR pendant la campagne électorale. Il était difficile de juger cette affaire comme un simple crime de droit commun, c'est bien d'un procès politique dont il s'agit, dans lequel l'Etat français essaie de faire oublier sa responsabilité en tant qu'opresseur colonial de la Martinique.

F.R.

# CRISE DANS LES RELATIONS GRECE-USA

Le sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense SIENA a dû repartir à Washington sans avoir été reçu par le ministre grec de la Défense auquel il venait proposer un plan de réintégration de la Grèce dans l'OTAN. Les relations entre la Grèce et les USA sont en crise depuis le conflit chypriote de 1974 et la chute des colonels. Elles sont entrées dans une phase encore plus difficile depuis que l'année dernière, Carter a décidé la levée de l'embargo sur les armes américaines à destination de la Turquie (cet embargo avait été décidé à la suite de l'occupation d'une partie de Chypre par l'armée turque en 1974). En voulant reprendre pied en Turquie, pays ayant une position stratégique importante par rapport à l'URSS, les USA compliquent leurs relations avec la Grèce. En effet, la Grèce et la Turquie sont en conflit non seulement au sujet de Chypre mais également au sujet de leurs souverainetés respectives sur la Mer Egée.

Précisément, le plan de réorganisation de l'OTAN

proposé par le gouvernement américain prévoyait un rôle accru de la Turquie dans cette région. En développant la collaboration militaire avec la Turquie, les USA entendent en retirer de nombreux avantages : réouverture de leurs bases parmi lesquelles des bases d'écoutes de l'URSS remplaçant celles perdues en Iran, possibilité de survoler l'espace aérien turc pour des missions de reconnaissance et d'espionnage. Ce plan a été jugé inacceptable par le gouvernement grec.

En privilégiant l'allié turc, les Etats-Unis ne parviennent pas à restaurer de bonnes relations avec la Grèce et à consolider le flanc Sud de l'OTAN affaibli depuis la crise chypriote. Le gouvernement grec a déjà manifesté sa volonté d'échapper à l'influence américaine en se tournant vers l'Europe, puisqu'il a adhéré à la CEE. Mais il vient également d'accepter d'accorder des facilités navales à la flotte russe en Méditerranée.

J.-P. C.

## ● Sihanouk renonce à reprendre la tête d'un front regroupant les réfugiés cambodgiens

Annulant le congrès de réfugiés cambodgiens qu'il devait présider en Belgique, le Prince Sihanouk a déclaré qu'il renonçait à former un front à partir des organisations de réfugiés et qu'il se consacrerait exclusivement à des activités humanitaires. Récemment, il avait refusé de prendre la tête du Front de large union nationale proposée par les dirigeants du Kampuchéa démocratique. Mais il avait précisé qu'il n'accepterait jamais de collaborer avec les occupants vietnamiens et leurs agents.

## ● Sahara : des officiers français auprès de l'état-major marocain

L'Association des Amis de la République Arabe sahraouie déclare dans un communiqué que la découverte par des journalistes du rapport de l'officier marocain commandant la garnison de Lebourate apporte la preuve formelle de la présence d'officiers français d'encadrement auprès de l'état-major marocain.

L'Association déclare : « Cette présence d'officiers français dans les zones de belligérance est incompatible avec la prétendue position de neutralité affirmée par le gouvernement sur la question du Sahara occidental ». Elle lance un appel à toutes les forces politiques pour exiger le retrait immédiat de tout élément de l'armée française participant à l'agression contre le peuple sahraoui.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Bonnasses, harpies, prostituées et alcooliques LES FEMMES VUES PAR GEORGES SIMENON



Reiser ou Simenon,  
la même vulgarité

Georges Simenon est auteur de romans policiers parmi les plus lus et les plus connus. Cependant tous ses ouvrages présentent cette caractéristique irritante : les portraits de femmes correspondant presque tous à des stéréotypes éculés.

Nous avons choisi de dépouiller un de ses romans, représentatif du reste de son œuvre sur ce point.

Une dizaine de personnages s'affrontent dans «Liberty bar». Les femmes, inactives, ne vivent que grâce aux hommes — et quelques fois d'eux —

## Bonne-femme et servile

Madame Maigret, femme du respecté commissaire, est une bobonne discrète, effacée. Ses outils exclusifs sont la batterie de cuisine, l'aspirateur, le café fumant apporté à un mari fatigué ou pressé, l'imperméable qu'elle l'aide à enfiler, la clé qu'elle tourne dans la serrure lorsqu'il a le temps de rentrer déjeuner dans «son» appartement. Patient et dévouée, maternelle même, bonne cuisinière parce qu'elle sait aussi réchauffer les plats, un peu grasse et timide.

Ses conversations avec Maigret restent rares, limitées à la soupe et au choix — qu'elle ne fait pas — des films qu'ils vont voir. Elle ne s'autorise pas à le questionner sur son travail. Éternelle Pénélope parisienne, la voilà toujours disponible et souriante à toutes les heures du jour et de la nuit.

## Chameau et agressive

La seconde épouse, énigmatique et lointaine — puisqu'elle réside en Australie — est la seule active du roman. Cependant elle ne survit dans son activité que grâce au soutien puissant de son beau-frère. Femme d'affaires intéressée et sans souplesse, elle place son mari sous tutelle judiciaire. Teigneuse, elle parviendra à ses fins, grâce aussi à son fils affairé et efficace, et aux bons soins de la providence qui fait de son époux un assassiné.

## Deux générations de mégères

Dans la distribution de ces

échantillons féminins, nous placerons en troisième position la maîtresse du mort et sa mère. Elles vont toujours ensemble.

Entretenue, la dame impose sa «vieille, toute raide», au «regard aigu», dans la maison que «les deux mégères» transforment vite en «une loge de concierge dans un petit théâtre».

La mère n'est guère approchable : elle «avait un visage tout ridé, enduit d'une couche compacte de fards». Obséquieuse mais aussi pleine d'aplomb, elle est aussi pingre que sa fille. Celle-ci, «aux formes pleines, voire un peu trop abondantes, moulées dans de la soie... incarnait la fausse femme fatale» qui «arrangeait les plis de sa robe, esquissait un sourire qu'elle voulait excitant». A cette allure vulgaire, la belle ajoute... «l'odeur !». «Ce musc de renfort qui venait saturer l'air de la pièce»...

Les voilà bien campées ! «Elles étaient aussi ridicules l'une que l'autre, la vieille avec ses airs pincés, l'autre avec ses poses d'odalisque bien portante !»

Ajoutons que ces deux poisons vivaient aux côtés d'un homme qu'elles détestaient : le monsieur était une rente !

## La prostituée et la vieille éthylique

Mais la liste serait incomplète si on omettait deux «créatures» originales et essentielles dans le roman.

Commençons par la plus jeune.

C'est une putain. Le commissaire rencontre cette peu aimable demoiselle dans le Liberty bar. «Elle était en peignoir. On lui voyait tout le sein

gauche» qu'elle «ne pensait pas à cacher». «Sous son peignoir, elle était nue... En passant, elle frôla Maigret sans s'excuser». Lorsqu'elle se trouve à table, «la manche de son peignoir trempe dans son assiette». Ça s'explique : c'est vrai «qu'elle n'a pas de santé ! «On lui voit les côtes».

Elle s'habille pourtant quelque fois ! Alors, «transformée, méconnaissable dans un costume tailleur bleu marine qui lui donnait un air de jeune fille» (entendez bien élevée) elle devient appétissante... Son costume «rendait vraiment désirables de petits seins tremblants... la jupe moulait le ventre étroit, une croupe nerveuse».

«Ces petites-là», voyez-vous, on peut en parler avec les mots qui servent au plat de raviolis : ça se consomme !

«La vieille» le serait beaucoup moins.

«Avait-elle quarante-cinq ans ? Cinquante ? Ou plus ?... Elle était grasse... Cette «grosse femme», «les coudes sur la table», «regardait son énorme poitrine qui reposait» dessus. Elle présente rapidement «un spectacle ignoble» : «sa chair grasse et trop blanche», le «visage bouffi», «les cheveux rejetés en arrière... rares... elle se mit à pleurer ! Et c'était un spectacle grotesque que celui de cette grosse femme en peignoir mauve, devant son plat de lentilles, pleurnichant comme un gosse».

Elle s'est taillé une curieuse philosophie avec son amant (qu'elle lardera de coups de couteaux) : «on boit, puis on raconte des choses qui n'ont pas de suite et on a envie de pleurer».

Il est vrai qu'elle n'ose avec lui guère plus que Madame Maigret avec son commissaire : elle avoue : «ce n'était pas à moi de

le questionner. Et il ne parlait jamais de ses affaires».

Compagnie bien pauvre et attristante que cette barrique véhiculant «une affreuse haleine saturée d'alcool». Il est vrai qu'elle tient le bar ! Elle n'en vit pas pourtant : les clients rares sont des amis qui passent. Elle, aussi, est finalement entretenue puisqu'elle survit misérablement avec une rente que son défunt époux lui a faite en ayant la bonne idée de mourir accidentellement !

La solitude — une femme vit mal sans mari ! — la tristesse aurait fait de cette ancienne jeune femme «une pauvre grosse vieille imbibée d'alcool, aux chevilles si enflées qu'elle marchait comme un éléphant».

Et ce pauvre William, assassiné par ses femmes, n'aura été entouré ou pressuré que par «des femmes sans beauté, sans coquetterie, sans désir, qu'on ne désire pas et qu'on embrasse au front, en leur donnant cent francs pour aller s'acheter des bas»... Geste du chasseur qui, après avoir épuisé et vieilli son chien, lui jette loin un os antique pour l'éloigner.

## Femmes d'intérieur, femmes de ménage = bonnes à rien

Le tableau de ce féminin au pluriel est bientôt tracé. Quel est le rôle de la femme ?

Les femmes de Simenon n'existent que par l'homme, et pour lui exclusivement. Elles créent l'atmosphère de la maison. Tous les «intérieurs» visités sont l'œuvre de la présence féminine.

Il y a l'intérieur du rêve : «Maigret regardait autour de lui avec l'impression qu'il manquait quelque chose» près de la fenêtre ouverte sur la nuit. «Et il trouva... Une femme dans cette bergère sans doute avec un ouvrage de couture...»

Il y a l'intérieur créé par nos «deux mégères» de tout à l'heure : «cela ne pouvait s'appeler du désordre. C'était quelque chose de sordide ! Cela tenait de la tanière où les bêtes vivent dans leur odeur au milieu des restes de mangeaille et de déjections, mais cela tenait aussi de l'intérieur bourgeois avec ses boursouffures orgueilleuses».

Il y a l'intérieur de la «vieille Jaja» : «La maison du Bon Dieu» où les hommes «viennent boire une bouteille, ou bien ils apportent des rascasses, un poulet et (elle) fait la popote». Malgré tout, «il n'y avait pas de nappe sur la table, qui n'était peut-être pas très propre». Et dans cette maison, «on avait l'impression de vivre dans une demi-obscurité froide».

La chambre à coucher est redoutable ! «Le lit n'était pas fait... Une chambre quelconque, moins pauvre qu'on aurait pu le penser... Par contre le seuil de toilette était au milieu de la pièce et la table encombrée de fards, de serviettes sales, de pots de crème»...

Heureusement, la femme Maigret sauve l'espèce ! L'appartement de son mari est tout douillet, bien fermé aux poussières de la société. Elle fait proprement

son marché, sa cuisine, l'entretien.

Peut-être, après tout, y réussit-elle si bien parce qu'elle est mariée, cette bonne dame ? Sa fonction sociale est de servir cet homme utile. Les autres, celles pour lesquelles ça ne marche pas et qui, pourtant, n'ont que ça à faire, ne sont que veuves, abandonnées, célibataires ou entretenues par un amant lassé et indifférent...

De telles images de la femme sont en effet édifiantes. Simenon appartient sans aucun doute à cette espèce cultivant la mépris afin de sauvegarder ses privilèges mal assurés.

Le genre policier semble se complaire dans la transmission de stéréotypes qui font déjà ricaner. Et Simenon peut avoir du talent, il n'y échappe pas.

Sophie RANNOUX

LIBERTY BAR  
Georges Simenon  
Le Livre de Poche - Simenon  
Fayard - Réédition 1975

## Vient de paraître

POUR UN GOUVERNEMENT ISLAMIQUE par l'Ayatollah Khomeyni éditions Fayolle, 137 pages.

C'est un peu le manifeste de l'Ayatollah, qu'il écrivit en 1971 alors qu'il était exilé en Irak.

LE CAVALIER INSOMNIAQUE par Manuel Scorza éditions Belfond, 252 pages.

Manuel Scorza, péruvien, est né à Lima en 1928. Il a participé activement aux luttes sociales dans son pays, fut emprisonné, puis exilé. Il a consacré toute son œuvre aux luttes menées par les paysans péruviens pour récupérer leurs terres confisquées par les grands propriétaires. Dans «le Cavalier Insomniaque», il s'agit de l'histoire d'une communauté d'indiens qui cherchent à faire valoir leurs droits devant la justice.

TRES BREVE RELATION DE LA DESTRUCTION DES INDES

par Bartolomé de Las Casas éditions Maspéro, 152 pages.

50 ans après le premier voyage de Christophe Colomb, Bartolomé de Las Casas, religieux dominicain, rédigea pour le roi d'Espagne un réquisitoire de la colonisation espagnole dans les territoires américains. Il y dénonce les atrocités des conquérants, l'exploitation de la race indienne qui aboutira à son extermination.

## Elle et lui, en famille

Le commissaire Maigret, après en avoir fini avec son enquête, rentre chez lui. Voici un extrait du dialogue qu'il consent à poursuivre avec sa femme :

Elle - Tu es content que j'aie fait de la morue à la crème ?

Lui - Tu ne peux pas t'imaginer à quel point ! (...)

Elle - Qu'est-ce que c'était que cette histoire ?

Lui - Une histoire d'amour (...)

Les deux coudes sur la table, il mangeait sa morue avec appétit. Il parlait la bouche pleine (...)

Elle - Je commence à comprendre !

Lui - Rien du tout... Passe-moi la sauce... Il y a trop peu d'oignons.

Elle - Ce sont des oignons de Paris qui n'ont aucun goût... J'en ai mis une livre... Continue... (...)

Elle - Je ne saisis pas.

Lui - Cela ne fait rien (...)

Elle - Je ne comprends pas encore...

Lui - Qu'est-ce que tu ne comprends pas ?

Elle - Pourquoi on n'a pas arrêté la vieille. Car, en somme, elle a...

Lui - Rien du tout !

Elle - Comment, rien du tout ?

Lui - Passe-moi le plat... (...)

(...) coupé par nous  
...dans le texte

Les pronoms personnels en tête du dialogue  
ne sont pas dans le texte.



Beijing

Commune populaire de Dali

C'est une exposition de photographies, à l'occasion du trentième anniversaire de la République Populaire de Chine, au centre Beaubourg, jusqu'au 26 novembre.

Le parti-pris a été de s'adresser à de jeunes photographes plutôt qu'à des noms connus. Guy Hersant, Françoise Huguier, François Lochon et plusieurs autres ont voulu donner à voir «des photographies récentes de la vie quotidienne dans sa diversité et son évolution».

C'est dire qu'il ne faut pas aller chercher à Beaubourg un point de vue construit sur l'édification du socialisme, telle qu'elle se présente aujourd'hui en Chine. Mais le regard porté sur la société chinoise reste sympathique.

On peut voir en même temps un programme de films et vidéo-documentaires sur la Chine, qui seront projetés dans la semaine du 24 au 29 octobre. Et, les 26, 27 et 28 octobre, un programme de films chinois. Des débats sont également organisés, en collaboration avec les Amitiés Franco-Chinoises, pendant toute cette période.

Photos de Guy Hersant

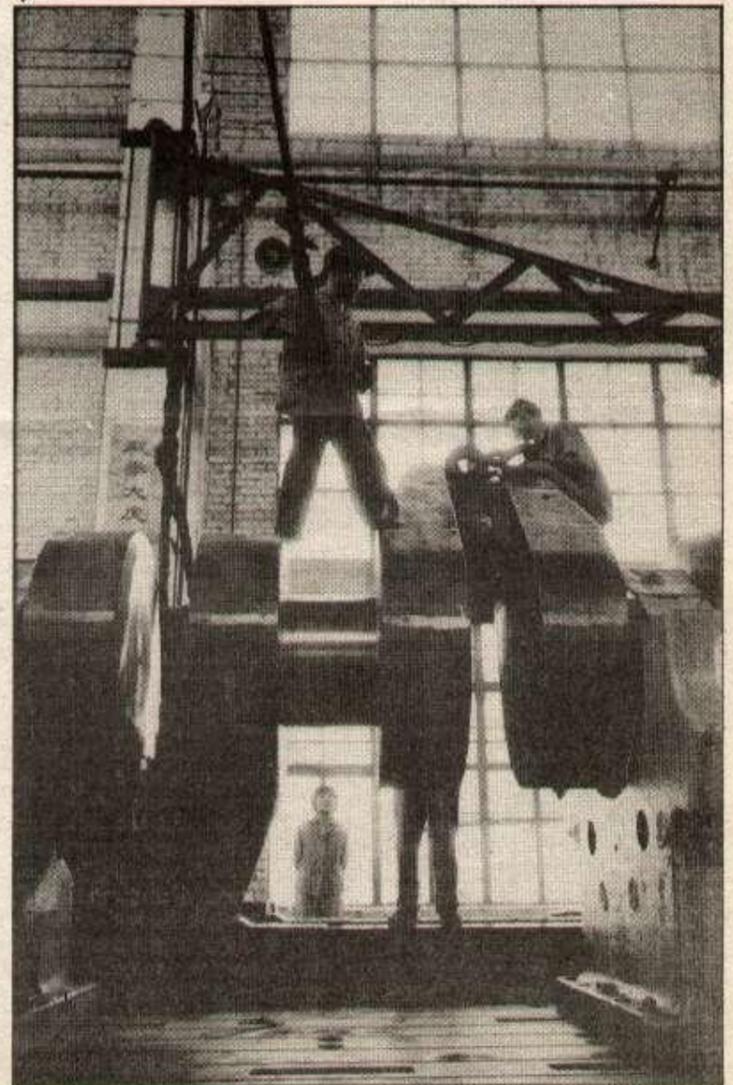


Shanghai : usine de moteurs diesel

Porte Tien An Men

# VU EN CHINE

Shijiazhuang : école primaire



KAMPUCHEA

SUCCES DIPLOMATIQUE A L'ONU POUR LE GOUVERNEMENT LEGAL

La résistance poursuit une lutte difficile

La commission de l'ONU qui devait décider de l'attribution du siège du Cambodge a rendu son verdict : par six voix contre trois, elle confirme la représentativité du Kampuchéa démocratique.

Les combattants de la résistance patriotique et la population cambodgienne font face aujourd'hui à une politique systématique des occupants visant à rayer de la carte la nation cambodgienne.

Ceci se manifeste par les massacres de population, avec le recours à des armes particulièrement meurtrières, tels que les gaz toxiques déversés par l'aviation vietnamienne.

Le génocide prend aussi d'autres formes notamment celle de la famine. Alors que le Cambodge n'avait jamais connu ce fléau, les paysans sont aujourd'hui affamés, parce que la guerre les empêche de poursuivre leurs cultures et que l'armée vietnamienne leur confisque leurs récoltes et leur bétail.

DES CONDITIONS DIFFERENTES

Les patriotes cambodgiens soulignent que la situation de la résistance est différente de celle qui existait au cours de la lutte contre Lon Nol et l'impérialisme U.S.

En s'appuyant sur les conditions favorables de la saison des pluies qui empêchaient l'armée vietnamienne d'entreprendre des opérations d'envergure, les forces militaires de la résistance ont été réorganisées en petites unités, très mobiles de quelques dizaines de combattants.



Un soldat cambodgien «bien entouré».

contrent un soutien croissant et plus aisé de la population. Ces unités ont profité de la situation où les troupes vietnamiennes se massaient le long de la frontière thaïlandaise, étirant ainsi leur dispositif, pour frapper dans des régions dégarnies par l'occupant.

La résistance ne manque pas d'armes, notamment des armes légères antichars, des armes traditionnelles de la population des zones libérées, des armes prises à l'ennemi, des armes diverses de fabrication artisanale.

campagne avait abouti à une politique de la «chaise vide» pour le Cambodge à la conférence des non-alignés. Pendant ce temps, sur le terrain, la résistance à l'invasion vietnamienne se réorganise et se poursuit dans des conditions difficiles.

Nous faisons état ici à ce sujet d'informations transmises par le comité des patriotes du Kampuchéa en France.

LA PROCHAINE SAISON SECHE : UN MOMENT TEST

Les patriotes cambodgiens estiment que, malgré les difficultés auxquelles est confrontée la résistance, l'occupant va lui-même se trouver devant des difficultés croissantes: démoralisation existant au sein des troupes vietnamiennes, notamment chez des jeunes enrôlés de force à Saigon, mécontentement de la population vietnamienne, qui ne voit plus la fin de cette guerre ruineuse (2,5 millions de dollars dépensés par jour).

Le début de la nouvelle saison sèche, et surtout le temps fort de cette saison, de janvier à avril, coïnci-

deront avec une intensification importante des combats, d'ailleurs ces dernières semaines, les avions-cargos soviétiques bourrés de munitions et de chars en pièces détachées ont multiplié leurs ponts aériens avec le Cambodge. Le début de la période la plus sèche de la saison, en janvier, peut marquer un tournant de la guerre, Hanoï et Moscou voulant tout faire pour en finir avec la résistance patriotique cambodgienne.

J.P.C.

Paris 19e

IMPRIMERIE LANG EN GREVE

Depuis le mercredi 12 septembre les rotatives de chez Lang sont occupées et les ouvriers sont en grève de 24 heures reconductible.

Le salaire oscille entre 3 100 et 4 100, malgré les pénibilités: niveau élevé de bruit, cadences, produits toxiques et nombreux accidents. Actuellement, la somme payée pour les accidents du travail est d'environ 200 millions par an, alors qu'il serait préférable d'investir dans la prévention.

plification de l'augmentation fédérale de 3,50 % sur la totalité de leur salaire et non sur le solde salaire syndical qui ne représente que les 2/3 de celui-ci.

Face à cela, la direction fait tout pour briser la grève: constats d'huissiers, référés en vue d'expulsion par les forces de l'ordre, sanctions contre deux délégués CGT et un délégué CFDT. Celui-ci accusé de vol de documents alors qu'il faisait partie d'un groupe de 40 grévistes qui sont montés au laboratoire.

La riposte syndicale et du personnel va être à la

hauteur: la direction est attaquée en diffamation et les travailleurs s'organisent face à une éventuelle intervention de la police.

A la CNAV, la grève est suspendue depuis jeudi, mais le mouvement pourrait reprendre le 26, jour des négociations. A Tours, la grève se poursuit.

Par ailleurs, de nombreuses sanctions syndicales frappent actuellement des militants actifs dans le 19e arrondissement de Paris, notamment à la CRAMIF, à Lang, à la SFP, à l'ANPE, à la SOPAD, etc.

Corr. PARIS 19e

Grève à la Sciaky (Vitry)

Les ouvriers et employés de cette usine travaillant pour l'automobile sont en grève depuis jeudi matin. La grève a été déclenchée lorsque la maîtrise a voulu donner un blâme à un délégué qui avait pris la parole dans les ateliers.

- Levée du blâme
Levée de l'interdiction des prises de parole
Le paiement des heures de grève.

A Tesa (Arcueil), dans le Val-de-Marne, un autre délégué CGT a été également frappé mercredi à coups de chaises et de cendriers par la maîtrise.

D'après l'UD-CGT du Val-de-Marne, ces provocations délibérées visent, notamment à la Sciaky, à démolir le syndicat et permettre de licencier par la suite des travailleurs.

Corr. VITRY

Nouveaux débrayages à Renault - Le Mans

Pour la troisième fois en 15 jours, les travailleurs de Renault - Le Mans ont débrayé jeudi pendant 2 h 30. Le mouvement a été fortement suivi. L'équipe du matin a manifesté jusqu'à la gare du Mans où le trafic a été bloqué pendant une heure.

Rappelons leurs revendications: 300 F pour tous, semaine de 35 heures.

Manifestation pour le Chili

Depuis le 16 septembre, des Chiliens avaient entamé une grève de la faim dans l'église Saint-Nicolas. Mercredi, une manifestation bien suivie a mis une fin - provisoire d'après les grévistes - à cette action.

Corr. STRASBOURG

Chez Jacques Vabre, les militants dégustent

«Comment chez Jacques Vabre, un délégué déguste». C'est le titre d'un tract du syndicat CFDT des travailleurs de l'alimentation du Val-de-Marne. C'est le 15 février 1978 que ce syndicat nommait officiellement un délégué syndical à l'usine de Maisons-Alfort.

Le militant n'a pas cédé, malgré les très fortes pressions exercées sur lui. N'ayant pu parvenir à ses

finis, la direction l'a licencié au terme d'une parodie de procédure ou la secrétaire du comité d'établissement n'a pu assister à la réunion où était voté le licenciement et où le procès-verbal de la réunion était signé par la future secrétaire du comité, l'ancienne ayant démissionné pour protester contre une telle «procédure».

Le licenciement refusé par l'inspecteur du travail était accepté par le ministre du travail. Le syndicat CFDT de l'alimentation a engagé la lutte pour la réintégration du militant arbitrairement licencié. A l'issue d'une rencontre avec la direction, il publiait le communiqué suivant:

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 17 septembre 79 une délégation CFDT a été reçue par la Direction des cafés J. Vabre.

La délégation menée par M. Olivier André (secrétaire fédéral de l'Alimentation CFDT) a exigé la réintégration du délégué syndical arbitrairement licencié.

La direction n'ayant pas changé sa position, la délégation s'est retirée en informant la direction des Cafés J. Vabre que l'action syndicale nationale et internationale sur le groupe serait intensifiée.

Créteil, le 19 septembre 79

Syndicat CFDT des Travailleurs de l'Alimentation du Val-de-Marne, 2, rue Tirard - 94 000 Créteil. Tél : 207.29.29. (17-19 heures)